

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

PROGRAMME DE RECHERCHE ET DE FORMATION

Journées d'études sur les problèmes internationaux des produits de base

(Addis-Abeba, Ethiopie, 23 - 27 novembre 1981)

Rapport du Directeur de cours



**NATIONS UNIES
1982**

UNCTAD/PSS/TCS/43

18 mai 1982

Original : ANGLAIS

ANGLAIS et FRANCAIS seulement

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

PROGRAMME DE RECHERCHE ET DE FORMATION

UNCTAD/UNDP/OPEC Fund/Project INT/78/022

JOURNEES D'ETUDES SUR LES PROBLEMES INTERNATIONAUX
DES PRODUITS DE BASE

Organisées par la CNUCED, conjointement avec la Commission économique
pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine

(Addis-Abeba (Ethiopie), 23-27 novembre 1981)

RAPPORT DU DIRECTEUR DE COURS

Le présent rapport est publié sous la seule responsabilité du Directeur de cours des
Journées d'études et n'engage en aucune manière celle de la CNUCED, du PNUD, du Fonds
de l'OPEP, de la CEA, de l'OUA, des participants ou de leurs gouvernements.

GE.82-56310

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Introduction	1 - 2
CHAPITRE I INAUGURATION DES JOURNEES D'ETUDES SUR LES PROBLEMES INTERNATIONAUX DES PRODUITS DE BASE	3 - 6
CHAPITRE II EXAMEN D'ENSEMBLE DES PROBLEMES RELATIFS AUX PRODUITS DE BASE	7 - 20
A. Le développement économique de l'Afrique et le secteur des produits de base, en ce qui concerne plus particulièrement le commerce intra-africain	7 - 8
B. Programme intégré pour les produits de base - évaluation des progrès accomplis et des perspectives offertes	9 - 12
C. Le Fonds commun pour les produits de base : ses principales caractéristiques et ses liens avec les accords internationaux de produit et les organes internationaux s'occupant de produits de base	12 - 14
D. Les accords internationaux de produit et l'action possible des seuls producteurs : leurs objectifs, leurs limites et leurs conditions de succès	14 - 16
E. La transformation et la commercialisation des produits de base des pays en développement	16 - 18
F. Stabilisation des recettes d'exportation des produits de base	18 - 20
CHAPITRE III EXAMEN DE PRODUITS DE BASE PARTICULIERS PRESENTANT UN INTERET POUR LA REGION D'AFRIQUE	21 - 34
A. Débat sur le cuivre	21 - 23
B. Débat sur les oléagineux	23
C. Débat sur le coton	24 - 27
D. Débat sur le bois	27 - 29
E. Débat sur le cacao	29 - 30
F. Débat sur la viande	30 - 33
G. Débat sur le café	33 - 34

TABLE DES MATIERES (suite)

Annexes

ANNEXE I	DECLARATION GENERALE FAITE PAR UN PARTICIPANT SUR LA POLITIQUE RELATIVE AU COMMERCE DES PRODUITS DE BASE
ANNEXE II	LISTE DES PARTICIPANTS
ANNEXE III	LISTE RECAPITULATIVE DES DOCUMENTS PRESENTES AUX JOURNEES D'ETUDES

Introduction

1. Les Journées d'études d'Addis-Abeba sur les problèmes internationaux des produits de base (23-27 novembre 1981) ont été organisées conjointement par la CNUCED, la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'Unité africaine, au titre du Programme de recherche et de formation de la CNUCED, financé par le PNUD et par le Fonds de l'OPEP.
2. Cette réunion était la seconde d'une série de Journées d'études consacrées à ces mêmes problèmes, dont la première s'est tenue à Bangkok du 12 au 16 mai 1980. Ces Journées d'études ont été organisées à l'occasion des négociations intensives engagées, à la fin de 1976, au titre du programme intégré de la CNUCED pour les produits de base, adopté par les gouvernements en 1976, à la quatrième session de la CNUCED à Nairobi.
3. Le programme intégré a été conçu comme un cadre de négociation, selon un calendrier préétabli, en vue, d'une part, de conclure un certain nombre d'accords internationaux de produits afin d'entreprendre une action internationale pour atteindre des objectifs convenus visant à résoudre les problèmes internationaux des produits de base auxquels doivent faire face, en particulier, les pays en développement exportateurs et, d'autre part, de créer un fonds commun qui jouerait le rôle d'une institution de financement et contribuerait à faciliter la conclusion de ces accords internationaux.
4. Au moment où les Journées d'études ont eu lieu, le second de ces deux objectifs avait été atteint. Les négociations relatives à l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base ont abouti à un résultat positif en juin 1980 et l'Accord est actuellement ouvert à la signature et à la ratification des gouvernements. En revanche, les négociations sur les accords de produit ont progressé avec une lenteur décevante. Mis à part les cinq accords internationaux sur des produits de base qui existaient déjà (sur le cacao, le café, l'huile d'olive, le sucre et l'étain) et dont quatre ont été remplacés par de nouveaux accords négociés depuis l'adoption du programme intégré (sur le sucre, l'huile d'olive, le cacao et l'étain), les négociations entreprises au titre du programme n'ont abouti à la conclusion d'un nouvel accord international que dans un seul cas, celui du caoutchouc naturel.
5. Cependant des négociations étaient sur le point de s'engager sur un certain nombre d'autres produits de base, tandis que progressaient les travaux de la Commission préparatoire du Fonds commun pour les produits de base. En outre, la CNUCED allait proposer au titre du programme intégré, de nouvelles initiatives concernant la commercialisation et la distribution, la transformation des produits et le financement compensatoire. La période qui a suivi les journées d'études d'Addis-Abeba s'est donc caractérisée par une intensification des discussions et des négociations intergouvernementales dans le secteur des produits de base.
6. C'est dans ces circonstances que furent organisées les Journées d'études d'Addis-Abeba. Au cours des réunions préparatoires et des négociations relatives au programme intégré, on s'était aperçu que les délégations des pays en développement n'étaient pas aussi bien informées et connaissaient moins bien les questions en jeu, les positions et les points de vue des autres gouvernements, que les délégations des pays développés. Afin de remédier à cette situation, les Journées d'études ont été

organisées à l'intention des dirigeants, des planificateurs et des négociateurs de haut niveau des pays africains, pour leur permettre d'examiner et de discuter de façon approfondie un certain nombre de questions relatives aux produits de base qui feraient l'objet des discussions et des négociations futures, pour les aider, ainsi que leur gouvernement, à analyser et à exposer leur point de vue lors des négociations, ce qui devait faciliter le processus de négociation lui-même.

7. Les Journées d'études ont été suivies par des représentants de 26 pays africains. L'ordre du jour des Journées a été conçu de manière à étudier les problèmes des produits de base en prenant comme toile de fond la contribution du secteur des produits de base au développement de l'économie africaine, en ce qui concernait plus particulièrement le commerce intra-africain. Plus précisément, les questions examinées étaient les suivantes : le programme intégré pour les produits de base - évaluation des progrès accomplis et des perspectives offertes; les principales caractéristiques du Fonds commun pour les produits de base et ses liens avec les organes internationaux s'occupant de produits de base; les objectifs, les limites et les conditions de succès des accords internationaux de produit et l'action possible des seuls producteurs; la transformation et la commercialisation des produits de base des pays en développement; la stabilisation des recettes d'exportation des produits de base et un examen de sept produits de base dont l'exportation présente un intérêt pour la région de l'Afrique, à savoir le cuivre, les oléagineux, le coton, le bois, le cacao, la viande et le café. Le présent rapport est un résumé des questions exposées lors des Journées d'études par les organisateurs et des principales conclusions auxquelles elles ont abouti. On trouvera en annexe au rapport la liste des participants et des organisateurs des Journées d'études, ainsi que le répertoire des documents de travail et d'information générale préparés à l'intention de ces Journées.

8. M. B. Boubacar (Sénégal) et M. A.B. Galabe (Cameroun) ont été élus respectivement Président et Vice-Président des Journées d'études.

CHAPITRE PREMIER

INAUGURATION DES JOURNEES D'ETUDES SUR LES PROBLEMES INTERNATIONAUX DES PRODUITS DE BASE

9. Le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA a inauguré les Journées d'études. Dans son allocution de bienvenue aux participants, il a appelé leur attention sur l'importance du secteur des produits de base pour le développement économique de l'Afrique. A cet égard, il fallait faire une distinction entre, d'une part, le secteur commercial, orienté vers l'exportation, dans lequel ceux qui se partageaient les activités économiques allaient des producteurs africains, insuffisamment organisés et mal équipés, aux sociétés transnationales et aux offices de commercialisation et, d'autre part, le secteur de subsistance, constitué par la paysannerie. Du point de vue du développement de la région, c'était le premier secteur qui devait retenir plus particulièrement l'attention. Une des questions vitales qui se posaient à cet égard, était de savoir dans quelle mesure les ressources humaines et les investissements consacrés aux divers produits de base contribuaient au développement économique des pays intéressés et comment cette production facilitait l'instauration d'un système économique. Le Secrétaire exécutif adjoint a déclaré que les liens qui existaient actuellement entre le secteur des produits de base et les modèles de développement économique avaient empêché les pays africains de réaliser la plupart de leurs aspirations économiques et sociales. Un cercle vicieux s'était formé en raison de la dépendance du secteur des produits de base vis-à-vis d'économies extérieures à la région. Pour rompre ce cercle, une nouvelle façon d'aborder les problèmes des produits de base était proposée; il fallait la mettre à l'épreuve pour faire en sorte que le secteur des produits de base contribue le mieux possible au développement économique de l'Afrique.

10. Etant donné que les exportations de produits de base représentaient une source importante de devises pour les pays d'Afrique, le programme intégré revêtait une grande importance pour les pays de cette région. A cet égard, l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base représentait un résultat positif. La contribution que ce fonds commun était actuellement en mesure de faire à la solution des problèmes des produits de base dépendait essentiellement du nombre de pays qui en feraient partie et du nombre d'accords internationaux de produit qui pourraient être conclus.

11. Le Secrétaire exécutif adjoint a appelé l'attention de participants sur le Plan d'action de Lagos, en faisant ressortir qu'une des principales directives de ce plan était de réussir à établir entre les pays d'Afrique une autosuffisance collective et une coopération à tous les niveaux. A cet égard, la question de la relation entre le secteur des produits de base et le développement économique global des pays d'Afrique ne pouvait manquer de se poser dans le débat actuel sur le développement, à propos de la recherche d'une nouvelle stratégie du développement. La création de liens solides entre le secteur des produits de base et le développement de l'ensemble de l'économie exigeait également un changement radical des systèmes économiques existants. A cette fin, une des possibilités qui s'offraient pour résoudre les problèmes actuels pouvait être l'utilisation systématique et bien planifiée du secteur des produits de base pour la promotion du commerce intra-africain et du développement économique. Cette solution devait aussi être envisagée comme un moyen de permettre des progrès plus rapides

dans la transformation des produits de base et l'industrialisation, en utilisant les ressources locales et en encourageant la coopération économique et sociale entre les pays d'Afrique.

12. Le Secrétaire exécutif adjoint a conclu en assurant les participants du plein appui du secrétariat de la CEA, en collaboration avec l'OUA et la CNUCED, pour la conduite des Journées d'études.

13. Le Directeur du Département de la coopération et du développement économiques du secrétariat de l'OUA, se joignant à l'orateur précédent pour souhaiter la bienvenue aux participants aux Journées d'études, a souligné que les produits de base constituaient la pierre angulaire de l'économie africaine, dont l'importance vitale des Journées d'études pour la région. Il a défini les principaux objectifs de l'action internationale menée dans ce domaine pour garantir des prix stables et rémunérateurs, élargir les marchés des produits de base et accroître les recettes provenant de leurs exportations, ainsi que pour assurer le maintien et la croissance du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement. Malheureusement, les efforts entrepris pour atteindre ces objectifs avaient donné des résultats décevants. Au cours des deux dernières décennies, les prix des importations des pays en développement en provenance des pays développés avaient augmenté beaucoup plus vite que les prix de leurs exportations de produits de base; plus récemment, les prix d'un grand nombre de produits agricoles, de minerais et de métaux avaient considérablement baissé. En outre, les cours avaient continué à subir de fortes fluctuations. En effet, aucun des objectifs déclarés n'avaient été atteints au cours des 15 dernières années et la persistance des mêmes tendances ne faisait pas bien augurer de l'avenir des pays en développement en général et, en particulier, des pays d'Afrique dont la caractéristique était leur forte dépendance, pour leurs recettes d'exportation, d'une gamme très étroite de produits. Cette situation appelait des efforts concertés de la part de tous les Etats africains en vue d'atténuer les fluctuations des prix, en adoptant des stratégies communes, tant à l'échelon régional que dans les instances internationales.

14. Les participants se rendaient bien compte des difficultés auxquelles s'étaient heurtées les négociations internationales visant à atténuer l'instabilité des prix. Il avait fallu douze ans pour négocier l'Accord sur le cacao et deux pays importants, qui avaient pris part aux négociations, n'avaient pas signé l'Accord de 1980. Pour l'étain, la situation était analogue. Ceci faisait ressortir l'importance qu'il y avait pour les pays producteurs à adopter une position commune avant d'affronter les consommateurs lors des négociations. Les Journées d'études avaient pour tâche importante de souligner la nécessité d'encourager la solidarité entre les pays d'Afrique et une autosuffisance collective, en particulier dans le secteur des produits de base, compte tenu des directives contenues dans le Plan d'action de Lagos. Une autre tâche importante concernant l'Afrique était l'examen du rôle que jouaient, dans le secteur des produits de base, les sociétés transnationales qui, bien souvent, contrôlaient non seulement la commercialisation des produits dans leur propre intérêt, mais exerçaient également leurs activités dans les transports, les assurances, la commercialisation et la distribution des produits de base. On avait estimé que 75 à 90 % des marchés de produits de base présentant un intérêt pour l'Afrique étaient sous le contrôle de sociétés transnationales. Certes, leur participation à ce commerce n'était pas forcément une mauvaise chose, mais il était dangereux de les laisser continuer à

appliquer dans ce domaine leurs méthodes d'exploitation. D'après des estimations, les pays d'Afrique ne recevaient que 10 à 15 % du prix à la consommation de leurs produits, la différence revenant aux divers intermédiaires. Les sociétés transnationales qui participaient à la production des produits de base avaient tendance aussi à s'allier avec les pays consommateurs pour faire en sorte que les prix restent peu élevés.

15. Le Plan d'action de Lagos présentait un intérêt à cet égard, car s'il était nécessaire de continuer à négocier sur les produits de base, les accords de produit n'étaient cependant pas une panacée permettant de résoudre les problèmes de développement de l'Afrique. Pour avoir des économies autosuffisantes et indépendantes, il fallait créer en Afrique des industries de transformation, afin que ce soit les pays d'Afrique eux-mêmes qui retirent les avantages de cette transformation. De même, il importait de lancer des programmes de diversification pour libérer les pays d'Afrique de la sujétion économique résultant de la monoculture. Le Directeur a conclu en soulignant l'importance et les difficultés de la tâche à laquelle les Journées d'études devaient s'atteler pour aider les pays d'Afrique à formuler des mesures qui permettent à la région d'exercer pleinement son contrôle et sa souveraineté sur ses produits de base.

16. Un représentant du secrétariat de la CNUCED s'est joint aux autres orateurs pour souhaiter la bienvenue aux participants aux Journées d'études. Il a fait l'historique de l'organisation des Journées d'études sur les problèmes internationaux des produits de base, parlant du programme intensif de négociations menées sur les questions relatives aux produits de base entrepris au titre du programme intégré et de la nécessité de renforcer le pouvoir de négociation des pays en développement. L'expérience passée avait montré que les pays en développement avaient obtenu les meilleurs résultats lorsqu'ils s'étaient le mieux préparés et avaient non seulement adopté des positions communes et présenté des propositions concrètes pour examen, mais s'étaient également montrés disposés à entreprendre eux-mêmes une action concertée.

17. L'importance vitale du commerce des produits de base pour les pays en développement, en particulier en Afrique, était bien connue. Le programme intégré avait été lancé parce qu'on s'était rendu compte que les efforts fragmentaires entrepris précédemment pour résoudre les problèmes relatifs aux produits de base avaient échoué. Après de longues négociations, un accord portant création du Fonds commun pour les produits de base avait été conclu et c'était certainement là un résultat important dans la recherche d'un nouvel ordre économique international. Pour entrer en vigueur, l'accord devait être ratifié par 90 pays apportant les deux tiers du capital du Fonds représenté par les contributions directes. Cette procédure avait été assez longue et il importait que les pays en développement, qui avaient lutté durement pour obtenir la création du Fonds, réaffirment leur intérêt en accomplissant rapidement les formalités de ratification.

18. Le deuxième point important du programme intégré, à savoir la négociation d'accords de produits, avait progressé de façon beaucoup moins satisfaisante. Un des objectifs des Journées d'études était donc d'examiner de façon approfondie les problèmes qui s'étaient posés lors des discussions sur les produits de base, dans l'espoir qu'il serait possible de déterminer ce qu'il fallait faire pour stimuler davantage les négociations de manière qu'elles aboutissent à des résultats plus positifs.

19. L'ordre du jour des Journées d'études portait également sur certaines initiatives nouvelles prises par la CNUCED au titre du programme intégré dans des résolutions adoptées à la CNUCED V. Une de ces initiatives concernait la création d'un cadre de coopération internationale dans les domaines de la transformation, de la commercialisation et de la distribution des produits de base, en vue d'accroître les activités de transformation de produits primaires dans les pays en développement et d'assurer à ces pays une plus grande participation à la commercialisation et à la distribution de leurs produits. L'autre initiative avait trait à la stabilisation des recettes d'exportation, pour lesquelles les gouvernements avaient manifesté un intérêt accru ces dernières années. En même temps que des propositions concernant la transformation des matières premières, leur commercialisation et leur distribution, le secrétariat de la CNUCED présenterait à la Commission des produits de base, au début de 1982, une étude de faisabilité et des propositions concernant une facilité complémentaire destinée à compenser le déficit des recettes tirées de l'exportation de produits de base.

20. En conclusion, le représentant du secrétariat de la CNUCED a exprimé les vifs remerciements et la profonde gratitude du secrétariat de la CNUCED aux organisateurs des Journées d'études, la CEA et l'OUA, dont les contributions généreuses à la préparation et à la conduite des Journées étaient encore un autre exemple de la coopération dont la CNUCED avait toujours bénéficié de la part de ces deux organisations.

CHAPITRE II

EXAMEN D'ENSEMBLE DES PROBLEMES RELATIFS AUX PRODUITS DE BASE

A. Le développement économique de l'Afrique et le secteur des produits de base, en ce qui concerne plus particulièrement le commerce intra-africain

21. Lorsqu'il a présenté ce point de l'ordre du jour, un représentant du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique a rappelé que les pays d'Afrique étaient fortement tributaires de leurs exportations d'un nombre limité de produits primaires, dont les marchés étaient instables, et l'obligation dans laquelle ils se trouvaient de recourir très largement aux importations, tant pour les produits de consommation que pour les moyens de production. En conséquence, le développement économique de l'Afrique était inextricablement lié au secteur des produits de base, du côté des importations comme de celui des exportations. En raison de l'orientation extra-africaine du commerce, il était difficile à ces pays d'adopter de nouvelles stratégies du développement à court terme. Néanmoins, ces changements étaient nécessaires car la relation actuelle entre le secteur des produits de base et le développement économique les avait frustrés de la plupart de leurs aspirations sociales et économiques. La politique de l'Afrique en matière de produits de base devrait avoir pour principal objectif de favoriser, dans le cadre du commerce intra-africain, le développement socio-économique de la région.

22. Avec cet objectif en vue, il était suggéré qu'au lieu de considérer le secteur des produits de base avant tout comme une source de devises étrangères, les politiques suivies dans ce secteur accordent une plus large place à la production de biens capables de satisfaire les besoins de l'homme, conformément à des stratégies du développement centrées sur l'autosuffisance et l'intégration du secteur des produits de base aux autres secteurs de l'économie nationale et visant à le détacher dans une certaine mesure des économies industrialisées pour le raccorder à l'économie d'une sous-région ou de l'ensemble de la région. Il était indispensable pour cela d'accroître la transformation des produits primaires destinés aux marchés sous-régionaux ou régionaux.

23. Les données relatives au commerce intra-africain étaient incomplètes, mais il était visible néanmoins qu'il existait une possibilité réelle de développer ce commerce. Toutefois, l'exploitation du potentiel du commerce intra-africain dépendait de la mesure dans laquelle les gouvernements, les producteurs et les organisations commerciales des pays d'Afrique s'emploieraient à déterminer les produits de base qui pourraient être échangés entre pays d'Afrique et de leurs efforts pour réorienter la production et la productivité de ces produits. Elle dépendait en outre de la mesure dans laquelle des pays seraient capables d'organiser et de gérer la transformation des matières premières à distribuer dans la région.

24. Parmi les autres obstacles qui s'opposaient à la croissance du commerce intra-africain, il fallait citer le déficit d'approvisionnement résultant des contraintes naturelles et de l'insuffisance des facteurs de production, l'absence de services de vulgarisation agricole, la persistance de la sécheresse et de la maladie, l'utilisation insuffisante de matériaux locaux, etc., et surtout l'insuffisance de la demande de consommation. Les installations de transport et de stockage étaient également déficientes et les arrangements de paiement étaient peu satisfaisants. Le caractère monopolistique

de la gestion de la majeure partie du commerce africain entravait également l'expansion du commerce intra-africain. Etant donné l'existence de ces obstacles, il était indispensable d'aborder le problème de l'expansion en dirigeant les efforts en premier lieu vers le développement du commerce à l'échelon sous-régional, puis à l'échelon régional et finalement dans l'ensemble de l'Afrique. A l'appui de ces mesures, on avait étudié les problèmes de monnaie et de taux de change et divers traités avaient été conclus, mais il fallait reconnaître que leur application laissait beaucoup à désirer.

Conclusions

25. Les participants aux Journées d'études ont été d'accord pour reconnaître qu'il existait en Afrique un énorme potentiel pour le commerce intra-africain; en effet, les barrières commerciales érigées entre les pays d'Afrique étaient moins rigides et il se développait entre eux un esprit de solidarité, tandis que leurs économies se complétaient sur bien des points.
 26. Les participants aux Journées d'études ont noté que des cycles d'études sur le commerce intra-africain avaient été organisés dans le passé mais qu'il subsistait des lacunes dans la connaissance des structures commerciales des pays d'Afrique. On manquait d'informations sur l'offre des produits qui pourraient être échangés entre ces pays.
 27. Les participants aux Journées d'études se sont montrés préoccupés de la persistance en Afrique des structures de commercialisation établies pendant la période coloniale. Ils ont estimé que le secrétariat de l'Organisation de l'Unité africaine et celui de la Commission économique pour l'Afrique devrait rechercher les voies et moyens de rompre ces structures. Afin de développer le commerce intra-africain, il était indispensable de se préoccuper non seulement des produits traditionnels, mais aussi des autres. En outre, l'expansion du commerce intra-africain exigeait que des mesures soient prises pour encourager les achats et les ventes entre ces pays.
 28. Les participants aux Journées d'études ont estimé que le système de paiement intra-africain devait être renforcé afin de promouvoir des accords de paiement pour le commerce intra-africain.
 29. Les participants aux Journées d'études se sont montrés préoccupés par l'inefficacité des chambres de commerce dans les pays d'Afrique et ont insisté pour que l'OUA et la CMEA prêtent leur concours pour les rendre plus efficaces. Ils ont en outre demandé instamment à cet égard que des réunions du CAC soient organisées régulièrement afin de coordonner et de réorienter leurs activités vers les marchés africains.
 30. Les participants aux Journées d'études ont demandé instamment que des accords commerciaux entre pays membres soient encouragés et que des études soient entreprises pour améliorer l'information concernant ces accords.
 31. Ils ont reconnu la nécessité de prendre des mesures correctives multilatérales pour lutter contre les contraintes naturelles et structurelles, en particulier pour ce qui était l'offre, de la commercialisation, etc. Néanmoins, ils ont bien accueilli les efforts faits par la Commission économique pour l'Afrique pour aborder le problème du commerce intra-africain progressivement, en passant de la sous-région à la région, puis à l'ensemble du continent.
-

B. Programme intégré pour les produits de base - évaluation des progrès accomplis et des perspectives offertes

32. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par un membre du secrétariat de la CNUCED, qui a rappelé les efforts entrepris dans le passé pour négocier des accords produit par produit, efforts auxquels devait succéder une approche intégrée, qui avait conduit à l'adoption, à la CNUCED IV, à Nairobi (1976), du programme intégré pour les produits de base. Ce programme prévoyait la création d'un fonds commun pour les produits de base et la négociation d'accords internationaux pour 10 produits de base ^{1/}.

33. La résolution 93 (IV) énumérait un certain nombre d'objectifs généraux et précis du programme, dont le principal était d'assurer une plus grande stabilité du commerce des produits de base. Les autres concernaient l'amélioration du revenu réel des pays en développement, la diversification de leur production et le développement des activités de transformation locale, l'amélioration de la compétitivité des produits naturels par rapport aux produits synthétiques et l'amélioration des structures du marché et des réseaux de commercialisation, de distribution et de transport pour l'exportation des produits de base des pays en développement.

34. Parmi les mesures envisagées pour atteindre ces objectifs, la principale était la conclusion d'arrangements en matière de prix renforcés par la constitution de stocks régulateurs des divers produits. D'autres mesures de régulation de l'offre étaient envisagées aussi, ainsi que l'amélioration et l'expansion des facilités de financement compensatoire, et un certain nombre de mesures de valorisation des produits de base dans des domaines tels que les activités de R-D, la promotion des ventes, la commercialisation, la transformation, etc. Le principal élément d'intégration était la création d'un fonds commun pour financer les mesures contenues dans le programme (voir paragraphes 43 à 47).

35. Ainsi qu'on le verrait à propos du point C de l'ordre du jour, après de longues négociations, un accord avait été conclu sur la création du fonds commun qui devrait commencer à fonctionner au début de 1983. Cet accord devait certainement être considéré comme un progrès décisif dans l'application du programme. Mais la solution des problèmes des produits de base pour les produits en développement dépendrait en définitive des résultats obtenus pour chacun des produits de base. Dans ce domaine, les progrès avaient été bien moins encourageants.

36. C'était le cas, en particulier, des efforts entrepris pour obtenir une plus grande stabilité des prix au moyen de stocks régulateurs ou d'autres mesures de gestion

^{1/} Il s'agit de 10 produits essentiels qui se prêtent au stockage, à savoir le café, le cacao, le thé, le sucre, le coton, le caoutchouc, le jute et les produits du jute, les fibres dures et les produits de ces fibres, le cuivre et l'étain, ainsi que de 8 autres produits de base, la bauxite, le minerai de manganèse, le phosphate, les bois tropicaux, la banane, les oléagineux, la viande et le minerai de fer. Ensemble ils représentent un peu plus de 50 % des exportations de produits de base des pays en développement, à l'exception du pétrole. En principe, cette liste n'est pas limitative.

du marché résultant d'accords internationaux de produit, avec des échelles de prix négociés. L'intention de la résolution 93 (IV) était claire : pour tous les produits de base pour lesquels l'instabilité des prix posait des problèmes et lorsqu'il était techniquement possible de prendre des mesures internationales appropriées pour atténuer les fluctuations des prix, les gouvernements devaient entamer des négociations visant à la conclusion d'accords de produits contenant ce genre de mesures. En fait, jusqu'ici, un seul nouvel accord international de produit contenant des dispositions relatives aux prix avait été négocié, celui qui concernait le caoutchouc naturel. En outre, de nouveaux accords avaient été négociés pour le cacao et l'étain, mais il existait déjà avant le programme intégré des accords sur ces produits. On avait également réalisé quelques progrès dans la négociation d'un accord sur le thé, mais les pays producteurs n'étaient toujours pas d'accord sur la répartition des contingents d'exportation.

37. Pour tous les autres produits de base "essentiels", les efforts visant à conclure des accords internationaux de produit généraux contenant des dispositions sur les prix, étaient restés vains jusqu'ici, malgré la bonne volonté et l'insistance des producteurs; c'était le cas notamment du jute, du coton et des fibres dures. Cet échec soulevait des questions fondamentales quant à la mesure dans laquelle les autres pays étaient disposés à respecter les engagements généraux qu'ils avaient accepté en adoptant la résolution 93 (IV). Cependant, certains progrès avaient été réalisés dans les efforts entrepris pour conclure des accords portant essentiellement sur des mesures de valorisation des produits de base, telles que programme de recherche-développement, promotion des ventes, information commerciale, amélioration de la commercialisation, etc. Les produits en question étaient la viande, les bois tropicaux, la banane et les oléagineux. En ce qui concernait les minéraux et les métaux visés dans le programme, le résultat des efforts entrepris était à peu près nul.

38. Après la conclusion de l'Accord portant création du fonds commun, les efforts devaient maintenant viser avant tout à le faire entrer en vigueur rapidement et poursuivre vigoureusement les négociations en vue de conclure des accords internationaux de produits.

39. Pour quelques-uns des produits considérés, les travaux préparatoires avaient montré que des arrangements internationaux sur les prix étaient non seulement nécessaires mais possibles. Cependant, quelques pays refusaient toujours d'engager des négociations sur ces questions, malgré l'engagement pris dans la résolution 93 (IV) et bien qu'ils aient à maintes reprises accepté l'inclusion de dispositions économiques dans des accords sur des produits comme le cacao, le café, l'étain et le caoutchouc. Il s'agirait donc de savoir s'il ne serait pas opportun pour ces pays de reconsidérer leur intérêt national et, il fallait l'espérer, d'en définir une nouvelle conception, plus large et plus orientée vers l'avenir, afin que les pays producteurs et les pays consommateurs puissent profiter des divers avantages qui découlaient d'une plus grande stabilité et d'une expansion des marchés de produits de base.

40. Dans le cas des produits qui appelaient l'application de mesures de valorisation, isolément ou parallèlement à des arrangements sur les prix, il fallait s'efforcer d'élaborer et de négocier des programmes de grande envergure, qui seraient conçus et exécutés de manière à tirer pleinement profit de toutes les facilités disponibles pour

financer les projets et programmes qui y seraient inclus. Il fallait que les pays en développement résistent à la tendance manifestée par certains autres pays qui se priaient de faire appel au deuxième compte. En même temps, il était essentiel d'énoncer les objectifs et les fonctions des organismes de produit intéressés en termes suffisamment généraux pour qu'ils puissent jouer le rôle d'organes centraux responsables des activités internationales en faveur du produit en question. Lorsque les activités concertées en faveur d'un produit se limitaient à des mesures de valorisation, il fallait s'efforcer de créer rapidement l'organisme international de produit que les gouvernements estimaient le mieux adapté à l'exécution des programmes et des projets. Pour les minéraux et les métaux autres que l'étain, il fallait espérer que les gouvernements feraient un effort pour mettre fin à l'incertitude actuelle concernant les réunions préparatoires, afin que les mesures internationales nécessaires pour résoudre leurs problèmes puissent être définies et mises en oeuvre.

Conclusions

41. Les participants aux Journées d'études ont noté avec inquiétude la lenteur avec laquelle progressaient les travaux préparatoires et les négociations prévus au titre du programme intégré pour les produits de base et visant à la conclusion d'accords internationaux sur ces produits. Ils ont examiné les principales difficultés auxquelles se heurtait la mise en oeuvre du programme intégré, parmi lesquels :

- a) Le fait que beaucoup de pays développés continuaient de se montrer peu disposés à conclure des accords de produits prévoyant une action internationale concernant les prix, même lorsque les travaux préparatoires avaient démontré à la fois la nécessité et la possibilité de cette action.
- b) La tendance à une conception très étroite des mesures autres que le stockage qui se réduisaient la plupart du temps à des activités de recherche-développement.
- c) Les difficultés rencontrées par les pays en développement producteurs pour préparer des réunions et des négociations sur un produit donné et pour y participer.

42. Les participants ont souligné la nécessité de donner un caractère plus urgent aux travaux entrepris au titre du programme intégré afin d'atteindre ses objectifs. Ils ont examiné les principales conditions qui permettraient d'obtenir des résultats plus positifs et ont demandé :

- a) de conclure rapidement des accords internationaux sur les produits de base, pour stabiliser, à des prix qui soient rémunérateurs et justes pour les producteurs et équitables pour les consommateurs, les marchés des produits pour lesquels les travaux préparatoires avaient suffisamment progressé;
- b) l'adoption de toute une série de mesures de valorisation des produits de base en vue d'améliorer l'économie des produits de base des pays en développement. A cet égard, les participants ont noté que les critères adoptés pour déterminer ces mesures lors des discussions sur les divers produits devraient être définis en termes généraux;

- c) une accélération des travaux des réunions préparatoires sur les produits de base qui n'avaient pas encore dépassé les premiers stades de la discussion, afin de cerner les principaux problèmes que posaient ces produits et le genre d'action internationale qui permettrait de les résoudre, de manière à passer rapidement au stade de la négociation;
 - d) le renforcement de la coopération mutuelle entre pays en développement de manière à leur permettre de participer plus efficacement aux réunions préparatoires et aux négociations organisées au titre du programme intégré;
 - e) d'exercer de plus fortes pressions politiques sur les pays développés, tant par les voies bilatérales que dans les diverses enceintes multilatérales, afin de les inciter à adopter une attitude plus positive;
- et
- f) que les pays d'Afrique se préparent plus activement, notamment en adoptant des dispositions communes sur les produits de base avant de négocier avec les pays développés consommateurs.

C. Le Fonds commun pour les produits de base : ses principales caractéristiques et ses liens avec les accords internationaux de produit et les organes internationaux s'occupant de produits de base

43. En ouvrant le débat sur ce point de l'ordre du jour, un membre du secrétariat de la CNUCED a rappelé que le Fonds commun avait été conçu par les gouvernements qui avaient adopté la résolution 93 (IV) à la CNUCED IV à Nairobi, en 1976, comme la pièce maîtresse et la clef de voûte du programme intégré pour les produits de base. Le calendrier du programme intégré avait été établi, en effet, de manière à négocier d'abord la question du Fonds commun afin qu'il puisse jouer le rôle qu'on en attendait pour faciliter la négociation des accords sur les divers produits de base, en leur assurant une source de financement, notamment pour l'application des arrangements sur les prix assortis de stocks régulateurs internationaux.

44. Cependant, les négociations du Fonds commun avaient duré beaucoup plus longtemps qu'il n'était prévu, surtout en raison des divergences fondamentales entre le point de vue des pays en développement, pour qui le Fonds était une "source" centrale de financement qui devait disposer d'un important capital propre apporté par ses Etats membres et celui des pays développés qui considéraient le Fonds commun comme une "mise en commun" de ressources réunies dans le cadre de chaque accord de produit.

45. La première session de la Conférence de négociation s'était tenue en mars 1977, mais c'était seulement en mars 1979 qu'un accord était intervenu sur les "Eléments fondamentaux du Fonds commun". Les négociations sur le texte de l'accord avaient abouti à un compromis entre les deux conceptions de "source" et de "mise en commun". Le capital du Fonds devait être constitué par des contributions directes représentant 470 millions de dollars, à laquelle s'ajoutaient des contributions volontaires pour les mesures de valorisation des produits de base (deuxième compte) pour atteindre un objectif de 200 millions de dollars. Le financement des stocks régulateurs serait toutefois assuré essentiellement au moyen des contributions versées par les gouvernements parties aux accords internationaux de produit (un tiers des besoins financiers maximum de chaque

accord assorti d'un stock régulateur) et au moyen d'emprunts au fonds, aux marchés de capitaux et aux institutions financières internationales, au bénéfice des accords internationaux de produits associés (deux tiers de leurs besoins financiers maximum). Le Fonds devait constituer deux comptes, le premier compte destiné au financement des stocks régulateurs et le deuxième compte pour financer les mesures de valorisation des produits de base.

46. La Conférence de négociation a également créé une commission préparatoire chargée de préparer des propositions concernant les documents de travail dont le Fonds aurait besoin lorsqu'il entrerait en activité. La Commission préparatoire avait commencé ses travaux et les poursuivrait jusqu'à la première réunion du Conseil d'administration du Fonds, lors de laquelle elle présenterait ses propositions au Conseil d'administration.

47. L'entrée en activité du Fonds représenterait une innovation notable dans les institutions internationales s'occupant de coopération économique. Contrairement à ce qui se passait dans quelques-unes des institutions existantes, les pays en développement participeraient au Fonds en tant que partenaires importants des pays développés; ils fourniraient une partie appréciable des ressources du Fonds et pourraient se faire entendre de façon adéquate lors de l'adoption des décisions.

48. Une fois entré en activité, le Fonds apporterait un certain nombre d'avantages. Il contribuerait grandement à donner plus de stabilité aux marchés des produits de base. En fournissant les fonds nécessaires pour financer les accords internationaux de produit, il pourrait en faciliter la conclusion. Il contribuerait aussi considérablement à l'essor économique des pays du tiers-monde en soutenant financièrement, au moyen de son deuxième compte, les mesures de valorisation des produits de base qui n'avaient pas reçu jusqu'ici une attention suffisante.

49. Cependant, l'Accord portant création du Fonds commun n'entrerait en vigueur que lorsqu'il aurait été signé et ratifié par 90 Etats dont les contributions directes représentaient les deux tiers de son capital. En octobre 1981, 58 Etats avaient signé l'Accord, mais 11 Etats seulement l'avaient ratifié. Si les conditions concernant les signatures et les ratifications n'étaient pas remplies en temps voulu, il était prévu que le délai pourrait être prolongé à deux reprises, après quoi l'Accord deviendrait caduc.

50. Il convenait de noter à cet égard que, dans l'ensemble, les pays en développement avaient montré moins d'empressement pour signer et ratifier l'Accord que les pays développés. Le 1er octobre 1981, on ne comptait, sur les 58 signatures, que 34 pays en développement et 6 seulement l'avaient ratifié. Certes, dans beaucoup de pays, les formalités de signature et de ratification des traités étaient nécessairement très longues, mais étant donné le petit nombre de pays qui les avaient accomplies, on pouvait craindre une perte de confiance de la part des pays développés, qui seraient alors trop peu nombreux à ratifier l'Accord. Etant donné les nombreux avantages qui pourraient découler du Fonds commun, tant pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international que pour le financement des mesures de stabilisation des prix et de valorisation des produits de base, il était dans l'intérêt des pays en développement de procéder aussi rapidement que possible à la signature et à la ratification de l'Accord, afin qu'il puisse entrer en vigueur le plus tôt possible.

Conclusions

51. Les participants aux Journées d'études ont salué l'adoption de l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base comme une réalisation importante dans la voie de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Il a été noté qu'un grand nombre d'exportation qui intéressaient les pays d'Afrique profiteraient des activités des deux comptes du Fonds lorsqu'il aurait commencé à fonctionner.

52. Les participants ont souligné la nécessité d'une entrée en vigueur rapide de l'Accord portant création du Fonds commun. Ils ont donc demandé instamment à tous les pays qui ne l'avaient pas encore fait d'accomplir rapidement les formalités nécessaires pour la signature et la ratification de cet Accord.

53. Les participants ont fait ressortir la nécessité d'achever au plus tôt les tâches assignées à la Commission préparatoire de manière à permettre au Fonds commun de commencer ses activités dès que l'Accord entrerait en vigueur. Ils ont reconnu également la nécessité d'une participation complète et active des pays d'Afrique aux travaux de la Commission préparatoire et de ses groupes de travail, notamment pour faire en sorte que les intentions manifestées dans l'Accord portant création du Fonds commun soient interprétées de manière constructive lorsqu'il s'agirait de formuler les différents règlements pertinents.

D. Les accords internationaux de produit et l'action possible des seuls producteurs : leurs objectifs, leurs limites et leurs conditions de succès

54. L'un des participants invités à prendre la parole a rappelé que les accords internationaux de produit n'étaient pas un phénomène postérieur à la deuxième guerre mondiale. Ils avaient existé pour plusieurs produits de base avant cette guerre et contribué à enrayer la chute des prix. Certains avaient commencé par une entente entre producteurs, à laquelle les importateurs avaient adhéré ensuite. L'actuel Accord international sur le cacao avait été précédé par l'Alliance des pays producteurs de cacao, fondée en 1962. Le premier Accord international sur le café était dû aussi à l'initiative d'une association de producteurs. Si les producteurs voulaient se grouper en associations pour faciliter la conclusion d'accords producteurs-consommateurs, ils devaient déterminer leurs priorités et demander, pour la formulation de leurs objectifs et de leurs stratégies, l'aide d'institutions comme la CNUCED.

55. La plupart des accords internationaux de produit étaient des arrangements sur les prix destinés à les empêcher de fluctuer fortement. Des stocks régulateurs des contingents, et parfois les deux en même temps, avaient été établis pour régulariser l'offre. Les mesures de stockage prévues dans un petit nombre d'accords n'avaient pas réussi à soutenir les prix faute des fonds nécessaires. Les longues discussions engagées à la CNUCED avaient abouti à la conclusion générale que d'autres questions, telles que la transformation des produits de base, leur commercialisation et leur distribution, étaient aussi importantes pour les pays producteurs que les arrangements concernant les prix.

56. En ce qui concernait la coopération entre producteurs, la CNUCED avait servi de lieu de rencontre aux pays producteurs pour discuter quelques-uns de leurs problèmes

communs. Grâce à ces rencontres, les producteurs avaient pu se renseigner mutuellement et mieux comprendre pourquoi il était essentiel d'instaurer entre eux une coopération pour retirer de plus grands avantages de leur commerce. La plupart des pays en développement avaient l'expérience des négociations bilatérales, mais un grand nombre d'entre eux ne possédaient pas une expérience suffisante des négociations multilatérales. C'était une lacune qu'il fallait combler. Ainsi, dans certains des conseils de produit, l'absence de coopération entre les pays d'Afrique les avait empêchés d'unir leur force. Les pays d'Afrique obtiendraient plus d'influence et de pouvoir dans ces conseils s'ils agissaient de façon concertée. Ils devraient insister pour que des accords de produit tels que les accords sur le café et le cacao s'associent avec le Fonds commun afin que les pays d'Afrique puissent obtenir une assistance financière pour constituer des stocks.

57. Il importait de reconnaître, dans les négociations multilatérales, à la fois la force et la faiblesse des pays producteurs. Cette coopération était encore plus nécessaire si des questions précises étaient abordées et si les négociations dépassaient le stade des généralités. Il convenait de noter que pour modifier la structure du commerce mondial des produits de base, il faudrait de la patience et de laborieuses négociations. Il était donc indispensable d'établir entre les producteurs une coopération, en définissant des politiques cohérentes et précises avant d'engager des négociations, ce qui renforcerait la crédibilité des pays producteurs, élément important de toute négociation multilatérale.

Conclusions

58. Les participants aux Journées d'études ont souligné que les accords internationaux de produit devaient tenir compte de tous les besoins essentiels des produits en question et contribuer au développement des pays en développement. Il importait que ces accords puissent assurer des prix rémunérateurs en valeur réelle, car la hausse rapide des prix d'importation des pays en développement provoquait l'érosion du pouvoir d'achat de leurs exportations de produits de base. Ces accords devaient aussi comprendre d'autres mesures propres à améliorer les marchés du produit visé. Il convenait de se préoccuper sérieusement de remédier aux lacunes des accords de produit. A cet égard, les participants ont été unanimement d'avis que les conditions du succès de ces accords dépendaient dans une large mesure du pouvoir de négociation des pays producteurs et de leur capacité d'adopter des positions claires et cohérentes.

59. Les participants ont exprimé l'opinion qu'il fallait s'efforcer d'organiser des associations efficaces groupant les producteurs africains et ceux des pays en développement en général, afin d'harmoniser et de coordonner leur production, ainsi que les autres politiques et mesures.

60. Les participants aux Journées d'études ont noté qu'il était indispensable, dans le cadre de la coopération entre producteurs, d'examiner les questions de l'investissement, de la commercialisation et de la distribution des produits de base, ainsi que les moyens de s'assurer les conditions de vente les meilleures possibles. Il était essentiel que les pays d'Afrique mobilisent leurs efforts avant d'engager des négociations. Les participants ont demandé instamment au secrétariat de l'OUA et de la CEA d'aider les gouvernements des pays d'Afrique à mobiliser leurs ressources et à établir des positions communes.

61. Les participants ont suggéré que les producteurs, membres d'accords internationaux de produit, se réunissent avant les réunions prévues des organisations internationales sur les produits de base pour coordonner leurs positions et déterminer leurs priorités.

62. Ils ont insisté pour qu'on s'efforce davantage d'accroître les activités de transformation, en particulier dans la région de l'Afrique.

63. Ils ont pris note avec satisfaction des efforts entrepris par la CNUCED pour aider les producteurs de divers produits à harmoniser leurs positions avant d'entamer des négociations avec les pays consommateurs.

E. La transformation et la commercialisation des produits de base des pays en développement

64. En présentant ce point de l'ordre du jour, un fonctionnaire du secrétariat de la CNUCED a déclaré que la proportion de produits bruts exportés par les pays en développement vers les pays développés à économie de marché, que ce soit au niveau des exportations globales ou au niveau du produit individuel, était plus forte que pour les autres fournisseurs et que leurs parts du marché avaient diminué dans certains secteurs, en particulier pour les minerais et les métaux. Les principaux obstacles identifiés tenaient à la politique menée par les gouvernements, aux structures industrielles et commerciales et au manque de capitaux et de personnel technique dans les pays en développement. A la CNUCED, la résolution la plus complète adoptée jusqu'ici sur ces questions était la résolution 124 (V), partie III A et B, qui créait un cadre de coopération internationale pour la transformation des matières premières et leur commercialisation, puis la résolution 18 (IX) de la Commission des produits de base demandant de réunir à nouveau le Sous-Comité permanent des produits de base pour examiner ces questions en détail.

65. Dans la résolution 124 (V) se trouvaient énumérés un certain nombre d'éléments essentiels de ce cadre de coopération, mais la liste n'en était pas exhaustive. Pour les activités de transformation, il était prévu de faciliter le redéploiement vers les pays en développement des capacités de production, d'élargir les débouchés offerts aux produits transformés ou semi-transformés exportés par des pays en développement, de libéraliser l'accès au marché, de trouver des ressources financières suffisantes pour développer la transformation des matières premières et améliorer la compétitivité naturelle en concurrence avec des produits synthétiques. Pour la commercialisation et la distribution, il s'agissait d'améliorer la transparence du marché, d'accroître le soutien technique et financier, d'améliorer les contrats, les pratiques et autres arrangements en ce qui concernait les ventes et de supprimer les obstacles à une concurrence loyale entre les entreprises de commercialisation des pays développés et celles des pays en développement.

66. Les problèmes que posaient la transformation des matières premières et la commercialisation devaient être abordés dans une optique multidimensionnelle et harmonieuse, c'est-à-dire que la libéralisation des obstacles commerciaux ne suffirait pas, et qu'il serait inutile de fournir des moyens de financement si les débouchés commerciaux restaient bloqués en raison de pratiques à caractère oligopolistique. Il importait donc de prendre des mesures i) sur le plan des produits de base en général et ii) pour chaque produit individuellement. Sur le plan général, il fallait adopter des règles de politique

internationale énonçant des principes et prévoyant des mécanismes qui contribueraient à favoriser la réalisation des objectifs des pays en développement et des pays développés dans ces domaines. Par exemple, un accord général contenant les questions, les principes et les mécanismes déjà mentionnés, dont les dispositions seraient observées dans les accords ou arrangements internationaux, bilatéraux ou internationaux; pour y parvenir, il faudrait encourager les pays à négocier des accords compatibles avec ces principes, établir des mécanismes tels que les procédures de poursuite, la diffusion de l'information, les mesures de conciliation, une surveillance et faire des suggestions concernant des mesures législatives propres à empêcher les abus et à encourager les améliorations; il faudrait s'en rapporter aux codes existants, tels que le code sur le transfert de technologie, le code sur les pratiques commerciales restrictives, etc.; il faudrait mettre en vigueur les dispositions inappliquées, mais pertinentes d'accords négociés mais restés sans effet, etc. Il fallait, en second lieu, conclure des arrangements d'action directe pour remédier à des problèmes critiques sur le plan international tels que la façon de traiter le problème du financement pour les pays en développement qui possèdent des ressources mais qui ne jouissent pas d'un crédit international que ce soit pour obtenir des prêts ou pour lancer des souscriptions à moins de se voir déchu de leur pouvoir de négociation au profit de sociétés transnationales, etc. Compte tenu de ces facteurs, des études de la CNUCED montreraient comment préparer une action concernant bon nombre de ces questions.

Conclusions

67. Les participants aux Journées d'études sont tombés d'accord sur l'intérêt et l'importance que ces questions présentaient pour les pays en développement. Ils ont estimé qu'il fallait envisager dans une perspective à long terme les changements à apporter dans ces domaines, changements qui pourraient être facilités en encourageant le commerce intra-africain. Lors de l'examen des éléments dont il faudrait tenir compte dans tout cadre convenu de coopération internationale dans ce domaine, on a mentionné en particulier la technologie, la concurrence des produits synthétiques, les pratiques oligopolistiques des sociétés transnationales, l'existence de débouchés commerciaux et la nécessité d'une assistance technique pour la commercialisation.

68. Les participants aux Journées d'études ont noté que l'introduction de la notion d'objectif dans un accord intergouvernemental concernant ce cadre n'aurait pas un caractère obligatoire, mais servirait de point de référence pour juger de la mesure dans laquelle les objectifs et les aspirations choisis seraient atteints et pour encourager les améliorations. Un système d'objectifs ne pourrait pas se traduire directement par des mesures générales, mais interviendrait au moyen d'arrangements conclus à l'échelon national, par exemple dans des accords commerciaux bilatéraux, dans les relations entre les Etats ou entre des entreprises commerciales d'Etat et des sociétés privées, ainsi que dans les accords avec les pays socialistes.

69. En ce qui concernait l'objectif d'une amélioration de la transparence du marché, les participants ont noté que les sociétés privées gardaient jalousement les informations pertinentes. Il appartenait donc aux pays en développement d'insister sur leurs besoins d'informations précises dans les négociations avec les gouvernements des pays développés. Certains accords de produit contenaient déjà des dispositions concernant la transparence du marché, mais les pays en développement devraient faire savoir eux-mêmes qu'elles étaient les informations supplémentaires dont ils avaient besoin d'une

manière générale concernant les questions de transformation des matières premières et de commercialisation. Les participants ont estimé d'un commun accord que le progrès de négociations éventuelles dépendrait avant tout de l'appui des pays en développement lors de la prochaine réunion de la Commission des produits de base de la CNUCED et dans les activités qui suivraient cette réunion.

70. Les participants ont manifesté beaucoup d'intérêt pour l'idée d'accords internationaux sur les divers produits, qui couvriraient, non seulement les questions de prix mais aussi toute une série d'autres questions. Ils ont noté qu'on commençait déjà à tenir compte de ces questions, en particulier de celle de la recherche-développement, dans les discussions et négociations préalables sur les accords internationaux de produit. Il fallait désormais y inclure aussi des questions telles que la restructuration industrielle, les barrières commerciales, les pratiques commerciales restrictives, la transparence du marché, la technologie, les transports, l'assistance technique, le financement, etc.

71. Les participants aux Journées d'études ont décidé qu'en raison de l'importance des questions de la transformation des produits primaires et de la commercialisation pour les pays en développement et de la complexité de ces questions, il faudrait leur consacrer des journées d'études spéciales.

F. Stabilisation des recettes d'exportation des produits de base

72. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par un fonctionnaire du secrétariat de la CNUCED, qui a rappelé que la CNUCED avait entrepris des travaux dans ce domaine pour donner suite à la résolution 125 (V) qui demandait la mise en oeuvre d'une facilité complémentaire pour compenser les déficits de recettes tirés de l'exportation des produits de base. Il y était question, par exemple, des déficits de recettes tirées de l'exportation des divers produits de base, d'une compensation en valeur réelle et de la nécessité de se préoccuper plus particulièrement de la situation des pays les moins avancés. En outre, cette facilité devait s'ajouter à la facilité améliorée de financement compensatoire du Fonds monétaire international, aux autres facilités et aux initiatives prises au titre du programme intégré pour les produits de base en vue de traiter le problème de la stabilisation des prix en valeur réelle.

73. Au cours de la discussion qui a suivi, des questions ont été posées au sujet de certains points de la résolution 125 (V), par exemple la question de la compensation en valeur réelle. Cette expression ne devait pas être comprise dans son sens littéral, mais signifier que les variations des recettes, qu'il s'agisse de déficits ou d'excédents, étaient estimées comme des déviations par rapport à la tendance calculée en valeur réelle. La différence entre la tendance en valeur réelle et la tendance en valeur courante dépendrait de la mesure dans laquelle les variations des prix à l'exportation différaient des variations des prix à l'importation. Il ne s'ensuivait donc pas automatiquement que les déficits seraient plus grands si l'on utilisait la tendance en valeur réelle. Ils pouvaient fort bien être plus petits et l'expérience réelle était variable. Une seconde préoccupation qui a été exprimée était de savoir si cette façon d'aider les pays en développement à résoudre le problème des déficits de leurs recettes d'exportation n'aboutirait pas à figer la structure de la production, à encourager des niveaux de production non économique et des investissements qui ne seraient plus adaptés à l'évolution de la consommation. La réponse à ces questions a été nettement "non".

74. On avait simulé le fonctionnement d'une facilité complémentaire pour compenser le déficit des recettes tirées de l'exportation de produits de base pour la période 1969-1978. Si l'on avait entrepris cet examen des résultats de la décennie écoulée, c'était parce que l'expérience réelle, en particulier en ce qui concernait l'évolution des exportations, l'instabilité, l'inflation et les taux d'intérêt, pourrait servir à comprendre comment une facilité de ce genre pourrait fonctionner dans l'avenir, quels seraient le genre de problèmes qu'elle soulèverait et ce qu'il faudrait faire pour la rendre possible. Les simulations étaient faites pour 18 produits figurant sur la liste indicative du programme intégré pour les produits de base. Une simulation a été faite également pour une variante comprenant 23 produits de base - les 18 produits du programme intégré plus cinq autres produits présentant quelque importance pour les exportations des pays en développement.

75. Les quelques indications générales que cette simulation avait permis de dégager étaient les suivantes : premièrement, les besoins financiers d'une facilité de ce genre dépendraient - indépendamment de l'importance de l'effort que les gouvernements pourraient envisager dans la pratique - de la manière dont seraient financés ses décaissements annuels nets. Ils pourraient être financés au moyen de contributions annuelles des gouvernements, d'un montant forfaitaire du capital réel au début de la période, ou par des emprunts permanents sur les marchés de capitaux. En ce qui concerne la facilité, ses besoins financiers seraient réduits au minimum si elle était financée au moyen du capital versé au début de la période, étant entendu que tous les fonds inutilisés au cours des années de son fonctionnement seraient mis de côté sous forme d'actifs portant intérêts. Ses besoins financiers seraient portés au maximum en revanche si elle était financée au moyen d'emprunts sur les marchés des capitaux, étant donné qu'elle devrait payer des intérêts sur ces emprunts. Bien entendu, il serait possible de combiner ces formes de financement et la simulation avait montré les effets de ces combinaisons sur les besoins financiers de la facilité.

76. Deuxièmement, la facilité était conçue pour fonctionner essentiellement comme une banque, plutôt que comme un fonds renouvelable d'un montant fixe. A part le fait qu'elle offrait des conditions de faveur, elle fonctionnait suivant un simple mécanisme, à savoir emprunter sur le marché (ou utiliser les contributions des gouvernements, ou les deux) et accorder des prêts à ses clients. Il pourrait donc arriver que les prêts non amortis augmentent, du moins en valeur nominale, à moins d'imposer à la société un plafond fixe. Etant donné l'augmentation de la valeur actuelle des exportations, en particulier sous l'effet de l'inflation, et les hypothèses concernant l'instabilité, c'était inévitable. Dans la pratique, une facilité de ce genre aurait effectivement un certain capital souscrit fixe ce qui imposerait une limite à ses emprunts autorisés et à ses prêts non amortis, disposition qui normalement devrait être réexaminée et révisée périodiquement. Ce qui importait néanmoins, c'était que tous les prêts soient finalement remboursés. Les simulations entreprises avaient confirmé que ce serait le cas, avec le modèle d'instabilité des recettes de chaque produit. En fait, les résultats avaient montré que lorsque le délai de remboursement n'était pas fixé d'avance, mais dépendait uniquement de l'existence d'excédents, le remboursement était achevé en un peu plus de dix ans. Lorsqu'il était prévu en outre un remboursement inconditionnel de 10 % par an sur les prêts non remboursés, il fallait un peu plus de six ans pour qu'ils soient complètement remboursés. Ainsi, mis à part leur caractère libéral, les prêts consentis par la facilité n'étaient pas des transferts de ressources aux pays en développement.

77. Troisièmement, pour ce qui était de la question du transfert de ressources par la facilité, la mesure dans laquelle ce transfert existait dépendait de l'élément de libéralité prévu pour la facilité; c'était donc surtout une question de négociations intergouvernementales. Dans les simulations, un élément libéral avait été introduit avec un intérêt nul et conversion des prêts en dons, à raison de 20 % par an pour les pays les moins avancés et en appliquant aux autres pays en développement des taux d'intérêt moyens inférieurs de 2 à 3 points de pourcentage au taux d'emprunt de la facilité.

Conclusions

78. Les participants ont confirmé l'irrégularité des recettes que leur pays tirait de leurs exportations de produits de base et le fait qu'il s'agissait là d'un problème qui échappait au contrôle des gouvernements. La réunion a donc bien accueilli l'initiative prise par la CNUCED de faire une proposition tendant à créer une nouvelle facilité pour aider les pays en développement dont les recettes d'exportation étaient déficitaires.

79. Les participants à la réunion ont noté que cette proposition devait être considérée comme la mise en oeuvre d'un des points acceptés dans le programme intégré pour les produits de base. Ils ont noté, en outre, que par suite de l'adoption de la résolution au titre de laquelle la proposition avait été élaborée (125 (V)) le sort de la proposition dépendrait avant tout de l'appui qu'elle recevrait des pays en développement à la prochaine réunion de la Commission des produits de base de la CNUCED et par la suite.

80. Les participants aux Journées d'études ont noté que la facilité proposée compléterait les facilités du Stabex et du FMI. En élaborant cette proposition, le secrétariat de la CNUCED avait fait certaines hypothèses au sujet des éléments de libéralité qu'elle contenait, mais les pays en développement pouvaient en ajouter d'autres. De même, la liste des produits de base compris dans le plan était à examiner, mais le secrétariat avait retenu pour l'essentiel les 18 produits de base inclus dans le programme intégré. Le nombre de produits considérés aurait nécessairement des incidences sur l'importance des déficits à compenser.

81. Les participants aux Journées d'études ont reconnu que l'introduction d'une nouvelle institution pour faire fonctionner une facilité de ce genre demanderait de longues négociations. Si toutefois la facilité proposée était créée dans le Fonds commun, elle ne pourrait fonctionner ni avec le premier compte ni avec le second, dont les buts et le financement différeraient de ceux qui seraient nécessaires pour la proposition à l'étude. Une telle solution exigerait donc l'ouverture d'un troisième compte.

CHAPITRE III

EXAMEN DE PRODUITS DE BASE PARTICULIERS PRESENTANT UN INTERET POUR LA REGION D'AFRIQUE

A. Débat sur le cuivre

82. Le débat sur le cuivre a été ouvert par un fonctionnaire du secrétariat de la CNUCED. Il a souligné que le cuivre était le premier produit minéral, en dehors du pétrole, entrant dans le commerce international et qu'il venait au deuxième rang des produits de base les plus importants, autres que le pétrole, exportés par des pays en développement 2/. Il a déclaré que, mise à part la place importante que ce métal tenait dans le commerce mondial des produits de base, une action internationale en faveur du cuivre était justifiée pour plusieurs raisons :

- a) Le marché du cuivre était notoirement instable, aussi bien à très court terme que sur plusieurs années, et il le resterait probablement en l'absence d'une action internationale corrective. Cette instabilité tenait aux fluctuations de la demande du cuivre, qui dépendaient des fluctuations de l'activité industrielle dans les pays développés, et elle était aggravée par la longue période de gestation des nouveaux projets d'extraction du cuivre (5 à 8 ans environ), ainsi que par leur ampleur de plus en plus considérable et leur coût de plus en plus élevé.
- b) Les fluctuations des prix et des volumes du cuivre entrant dans le commerce international avaient non seulement des effets très défavorables sur les économies des pays exportateurs, mais tendaient aussi à fausser les décisions prises dans ces pays en matière d'investissements dans l'exploitation du cuivre.
- c) En raison de l'importance du cuivre comme matière première pour plusieurs secteurs de l'économie des pays développés, les fluctuations de ses cours avaient aussi des effets défavorables sur les pays industrialisés, tant au niveau des fabricants de cuivre et des utilisateurs finals qu'au niveau de leur économie nationale 3/.

2/ La part du cuivre dans le total des recettes d'exportation de quatre pays en développement (Zambie, Zaïre, Chili et Papouasie-Nouvelle-Guinée) va d'environ la moitié à environ 95 %; il fournit environ un cinquième des recettes d'un autre pays en développement (Pérou) et une part plus petite, mais importante, des recettes d'exportation des Philippines et de la Mauritanie.

3/ Les initiatives prises par les Gouvernements français et japonais, qui ont conclu des arrangements pour la constitution de stocks nationaux de cuivre, montrent bien la valeur qu'ils attachent à la sécurité de l'approvisionnement de ce produit à des coûts prévisibles.

- d) Certains pays développés importateurs de matières premières avaient également intérêt à ce que les prix du cuivre soient plus stables et plus rémunérateurs car ils se préoccupaient d'encourager des investissements suffisants afin d'être certains de pouvoir importer dans l'avenir des quantités suffisantes des principaux minéraux et autres matières premières.
- e) L'extrême variabilité des cours du cuivre, qui devait faire face, pour diverses utilisations finales, à la concurrence de l'aluminium, des matières plastiques et de l'acier inoxydable, dont les prix étaient plus stables, tendait à affaiblir sa position compétitive par rapport à ces produits de remplacement et entravait la croissance à long terme de la demande de ce produit.
- f) La production éventuelle du cuivre d'une source entièrement nouvelle - la zone internationale des fonds marins, qui a été reconnue comme "le patrimoine commun de l'humanité" - augmentait la nécessité d'adopter des directives reconnues sur le plan international afin de garantir que la production et la commercialisation du cuivre des fonds marins au-delà des limites de la juridiction nationale seraient menées conformément à l'objectif visant à obtenir des prix rémunérateurs et équitables pour les produits de base dont l'exportation présentait un intérêt pour les pays en développement.

83. Les progrès dans l'application de la résolution 93 (IV) de la Conférence avaient été gravement entravés par l'absence d'orientation bien nette lors des réunions organisées au titre du programme intégré pour les produits de base. Ces réunions avaient été consacrées à l'examen de deux façons d'aborder les problèmes du cuivre qui étaient essentiellement divergentes, du moins à court terme : d'une part, l'adoption de mesures économiques dans le cadre d'un accord international de produit qui contiendrait des dispositions visant à maintenir les prix du cuivre dans certaines limites; d'autre part, la création d'un organisme qui viendrait s'ajouter à ceux qui existaient déjà à la CNUCED et à la CIPEC pour poursuivre les études et les discussions intergouvernementales sur le cuivre.

84. Un autre fonctionnaire du secrétariat de la CNUCED a ajouté qu'il serait difficile de parvenir à un accord international sur le cuivre en raison aussi de l'opposition des sociétés transnationales. Ces sociétés avaient accepté que la propriété des ressources naturelles puisse passer à d'autres, mais elles n'étaient pas encore disposées à accepter l'influence des pays producteurs dans la commercialisation. Des divergences de vues existaient également entre les pays en développement producteurs. Un des principaux pays en développement producteur croyait aux vertus d'un marché complètement libre et était capable de résister aux chocs résultant de l'instabilité du marché. Ceci n'était pas nécessairement le cas des producteurs africains. La faiblesse économique et financière des pays producteurs en développement les avait jusqu'ici empêchés d'agir de façon concertée.

85. Un représentant du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique a suggéré que si les pays producteurs en développement ne pouvaient pas négocier valablement c'était parce qu'ils n'avaient pas une base économique suffisamment diversifiée.

Conclusions

86. Les participants aux Journées d'études ont souligné que bien que les négociations sur un accord international sur le cuivre à la CNUCED aient abouti à une impasse, il fallait poursuivre les efforts pour conclure un accord de prix effectif sur ce produit, peut-être en procédant étape par étape. Si l'on voulait renforcer la position des pays d'Afrique dans les négociations sur le cuivre, il semblait indispensable que les pays exportateurs de cuivre de la région harmonisent davantage leurs positions et s'efforcent de diversifier leur économie. Les Journées d'études ont pris note du fait que, conformément à la résolution 110 (V), la CNUCED et la CEA prendraient conjointement des mesures pour aider le Zaïre à déterminer et à formuler les moyens qui permettraient à la communauté internationale de contribuer à résoudre les graves problèmes qui se posaient dans le commerce de transit.

B. Débat sur les oléagineux

87. En présentant cette question, un représentant du secrétariat de la CNUCED a déclaré que les exportations d'oléagineux africains avaient diminué sensiblement ces dernières années, surtout en raison de la productivité médiocre résultant du faible niveau de la production dans la plupart des pays exportateurs. Il existait, toutefois, un important producteur et exportateur en Afrique, qui avait maintenu sa production et ses exportations à un niveau élevé. Son exemple méritait d'être étudié et imité par d'autres pays. La politique suivie par beaucoup de pays d'Afrique en matière de prix semblait avoir un effet défavorable sur les prix des oléagineux africains.

88. Au titre du programme intégré pour les produits de base, des programmes et des projets avaient été élaborés pour les arachides et la noix de coco afin de mettre à profit le deuxième compte du Fonds commun. Les autres produits de cette catégorie présentant un intérêt pour l'Afrique seraient étudiés au moment voulu.

Conclusions

89. Les participants aux Journées d'études ont souligné qu'il fallait que les pays d'Afrique remédient à la chute de la production et de la productivité d'oléagineux, par suite de laquelle la part de l'Afrique dans les exportations mondiales d'huiles végétales et de graines oléagineuses avait sensiblement diminué. Le commerce intra-africain de ces produits était également limité par ce facteur et par l'augmentation des importations d'huile de soja en provenance de pays extérieurs à la région, à des prix subventionnés. Les participants aux Journées d'études ont convenu que :

- a) Le Conseil africain de l'arachide, qui jouait un rôle utile dans le développement d'une coopération entre les pays africains producteurs d'arachides, devrait intensifier ses activités, en particulier pour résoudre les problèmes qui se posaient en matière de production et de commercialisation.
- b) Les pays d'Afrique membres de la CNUCED devraient insister pour que des mesures soient prises en vue de mettre à exécution les programmes et les projets concernant les arachides qui avaient été approuvés par la réunion préparatoire tenue au titre du programme intégré pour les produits de base.

C. Débat sur le coton

90. En présentant ce point de l'ordre du jour, un fonctionnaire de la CNUCED a souligné l'importance du coton pour un grand nombre de pays d'Afrique en tant que source de recettes d'exportation, d'emploi et de revenu national et comme base l'implantation d'une industrie manufacturière nationale. Dans le commerce mondial des produits de base, le coton était l'une des cinq matières premières les plus importantes, en dehors du pétrole et les exportations des pays d'Afrique représentaient environ le sixième du total des exportations de coton.

91. Il était donc important pour la majorité des pays d'Afrique que l'économie mondiale du coton soit saine. Malheureusement, le coton rencontrait un certain nombre de difficultés dans le commerce international. C'étaient notamment les fortes fluctuations des cours du coton et ses prix souvent très bas, alors que ceux des facteurs de production subissaient constamment de très fortes hausses. A cause de ces fluctuations des prix, non seulement les recettes tirées des exportations de coton étaient souvent irrégulières, mais la compétitivité du coton vis-à-vis des produits synthétiques concurrents dont les prix étaient plus stables s'en trouvait diminuée. Cette situation avait fini par entraîner une réduction de la part du coton dans la consommation totale de fibres, qui résultait aussi des caractéristiques techniques des fibres synthétiques concurrentes, ainsi que de la stratégie commerciale agressive et de la publicité très active qui jouaient en leur faveur. Les pays en développement se heurtaient en outre à plusieurs difficultés en matière de commercialisation et de distribution, pour ce qui était du financement de leur commerce, de l'accès à l'information, d'installations de stockage suffisantes, etc., qui contribuaient toutes à affaiblir leur position sur les marchés du coton.

92. La CNUCED avait donc préparé, au titre du programme intégré, un certain nombre de propositions en vue d'une action internationale qui serait menée dans le cadre d'un accord international global sur le coton. Les principales dispositions proposées à l'origine prévoyaient notamment un système de stocks pour appuyer un arrangement sur les prix, et les propositions allaient de solutions globales telles que la création d'un stock régulateur international ou de stocks nationaux coordonnés sur le plan international, à des mesures partielles qui renforceraient la position des divers pays exportateurs en développement sur le marché, tout en évitant des fluctuations de prix excessives. Les études d'experts entreprises sur la question permettaient de penser qu'un système de stock régulateur pour le coton, tout en étant peut-être plus complexe que pour certains autres produits de base, était néanmoins réalisable du point de vue technique et économique. En outre, l'accord international global proposé par la CNUCED aurait porté également sur la recherche-développement, la promotion des ventes, la commercialisation et la distribution ainsi que sur l'information et les études économiques et statistiques.

93. Mais une divergence de vues était apparue bientôt entre les gouvernements concernant la nécessité d'un programme en faveur du coton et la forme qu'on pourrait lui donner. Par ailleurs, un groupe de pays exportateurs en développement, comprenant actuellement 19 pays, le Groupe d'Izmir, dont les exportations représentaient environ les deux tiers des exportations de coton des pays en développement, s'était déclaré résolument en faveur d'un véritable programme de stabilisation des prix, tout en indiquant qu'il était disposé à examiner aussi d'autres propositions qui contribueraient

de façon constructive à la solution des problèmes du coton. Ce point de vue était partagé par les pays développés socialistes et certains pays développés à économie de marché. En revanche, les principaux pays développés exportateurs de coton et plusieurs des principaux pays développés consommateurs étaient plutôt sceptiques quant à la nécessité et à la possibilité d'arrangements sur les prix assortis de stocks régulateurs. Ces pays étaient appuyés d'une manière générale par certains pays en développement exportateurs de coton.

94. La cinquième Réunion préparatoire avait donc abouti à une impasse et à l'issue de cette réunion, les principaux pays ou groupes de pays intéressés devaient présenter leurs propositions. Toutes envisageaient la création d'une organisation internationale du coton, ainsi qu'un programme élargi de recherche-développement et de promotion des ventes, mais un désaccord fondamental existait sur la question de savoir si l'accord en question devait inclure ou non des dispositions économiques concernant les prix du coton. Par la suite, à la sixième Réunion, les pays nordiques (Finlande, Norvège et Suède) ont présenté, pour sortir de cette impasse, une proposition de compromis, dont les consultations antérieures avec les gouvernements permettaient de supposer qu'elle aurait des chances d'être acceptée comme base de discussion. Cependant, cet espoir ne s'était pas réalisé, car les principaux pays développés exportateurs avaient refusé d'examiner la proposition nordique. L'échec était donc total et la Réunion avait interrompu ses travaux en convenant de les reprendre lorsque les consultations menées par le Secrétaire général de la CNUCED permettraient d'espérer le succès de la deuxième partie de la Réunion.

95. Des consultations officieuses étaient actuellement en cours pour tenter de découvrir s'il existait un terrain d'entente suffisant pour que le Secrétaire général organise les consultations envisagées avec des chances de succès raisonnable. Le principal point en litige restait celui de la nature des dispositions éventuelles sur les prix. La proposition de compromis nordique, qui avait été acceptée par les pays du Groupe d'Izmir, n'envisageait pas de dispositions sur le stockage, mais de simples consultations dans des cas bien spécifiés d'instabilité des prix, qui amèneraient les membres à prendre des mesures volontaires, ainsi que des liens financiers avec le Fonds commun. Lorsqu'une solution aurait été trouvée au problème critique des prix, il serait probablement possible de négocier les autres dispositions, bien qu'il existât encore un grand nombre de problèmes non résolus.

96. L'histoire des réunions sur le coton organisées au titre du programme intégré avait permis de tirer un certain nombre de leçons ayant une valeur générale pour les négociations sur les produits de base. L'une d'elles était la faiblesse fondamentale des pays en développement dans des négociations sur des produits de base comme le coton, qui était produit également par des pays développés et se heurtait sur le marché à la concurrence de produits de remplacements largement acceptés. Il fallait donc que les pays en développement négocient avec d'autant plus d'habileté et de ténacité. D'où la deuxième leçon, à savoir l'importance d'une unité entre les pays producteurs. Si le Groupe d'Izmir n'avait pas constamment maintenu sa position de négociation, les pays qui n'approuvaient pas certains aspects d'une action internationale sur le coton auraient pu diviser les pays en développement et les persuader d'accepter une solution minimum moins avantageuse pour les exportateurs de coton. Une autre constatation importante était qu'il fallait connaître "l'adversaire" aussi bien que possible, de

manière à bien se rendre compte de ce qui était ou n'était pas possible. Ceci était important à la fois pour éviter de chercher à obtenir ce qui était impossible du point de vue politique ou autre, et également pour éviter de fixer des objectifs trop peu ambitieux et de céder du terrain prématurément.

97. Un autre enseignement à tirer était l'importance qu'il y avait à maintenir de bonnes communications entre les parties ayant des points de vue différents. Sur un certain plan, les réunions sur le coton s'étaient déroulées sous le signe du malentendu et de la méfiance, qui avaient parfois empêché les différentes parties de se parler et de s'écouter mutuellement. Pareille circonstance, le rôle d'un intermédiaire ou d'un honnête courtier accepté par les deux parties prenait de l'importance.

98. Deux autres conclusions concernaient le Fonds commun. Premièrement, les discussions sur le coton avaient montré qu'en l'absence du Fonds commun, avec ses principes de fonctionnement bien établis et sa direction en place, il manquait une part importante du tableau d'ensemble des négociations car pour tous les points qui regardaient le Fonds, les gouvernements pouvaient tout au plus faire des conjectures sur ce que serait l'attitude du Fonds, d'après les indications générales qu'ils pouvaient trouver dans le texte de l'accord portant création du Fonds. Deuxièmement, pour que le Fonds, une fois entré en activité, puisse devenir un partenaire utile et positif dans le dialogue conduisant à des accords internationaux de produit et à leur mise en oeuvre ultérieure, il importait que les règlements actuellement négociés à la Commission préparatoire soient de nature à ne pas lier les mains de la direction du Fonds de façon excessive avant que le Fonds lui-même soit créé.

Conclusions

99. Les participants aux Journées d'études ont souligné la nécessité, pour les pays d'Afrique producteurs et consommateurs, d'accroître leurs échanges mutuels de coton et de produits cotonniers.

100. Il a été décidé qu'au cours de la période à venir, qui serait déterminante pour les négociations d'un éventuel accord international sur le coton, les pays en développement devraient faire un effort énergique pour aboutir à un accord qui procure des avantages au tiers monde. Mises à part les dispositions sur les prix, les participants ont mentionné la nécessité d'inclure dans cet accord un solide programme d'ensemble pour la valorisation des produits de base. Il faudrait, en particulier, encourager la transformation du coton dans les pays en développement et améliorer la productivité de la culture du coton. Les participants aux Journées d'études ont noté que ces deux domaines étaient compris dans les propositions relatives à un programme élargi de recherche-développement et de promotion des ventes qui figurerait dans l'accord éventuel mais ils ont décidé que pour obtenir une action suffisante, il fallait que les gouvernements des pays en développement s'efforcent de faire en sorte que l'accord international ait des objectifs suffisamment généraux et des fonctions suffisamment larges pour jouer le rôle d'un organisme international central sur la question cotonnière en ce qui concernait ces deux domaines précis et d'autres domaines.

101. Les participants aux Journées d'études ont noté que le Nigéria allait accueillir une réunion des pays du Groupe d'Izmir au début de 1982, pour examiner principalement le renforcement de la coopération entre producteurs, notamment la possibilité de créer

une association des producteurs de coton. Un participant des pays du Groupe d'Iznir a exprimé le vœu qu'un plus grand nombre de pays d'Afrique se joignent au Groupe, afin de renforcer encore la position des pays en développement dans les réunions organisées au titre du programme intégré et dans d'autres instances s'occupant du coton, et pour permettre à d'autres pays de participer à la prochaine réunion au Nigéria. Lors de cette réunion, les participants africains proposeraient la fusion des diverses organisations internationales sur le coton dans le cadre de l'accord international global proposé pour le coton.

D. Débat sur le bois

102. Le débat sur les bois tropicaux a été ouvert par un membre du secrétariat de la CNUCED, qui a déclaré qu'au cours des 25 dernières années, les bois tropicaux étaient devenus l'un des principaux produits d'exportation des pays en développement et constituaient l'un des quatre ou cinq produits les plus importants qui leur procuraient des recettes d'exportation. En 1979, le volume du commerce du bois africain avait représenté 11 % du total mondial et, pour la même année, sa valeur avait atteint 799 millions de dollars, soit 9 % du total mondial.

103. Les bois tropicaux possédaient un certain nombre de caractéristiques particulières qui déterminaient l'ampleur de l'action internationale qu'il serait possible d'entreprendre en leur faveur. C'était une catégorie de produits très hétérogènes. Sur les milliers d'essences que comptaient les forêts tropicales, plusieurs centaines entraient dans le commerce du bois, encore que ce commerce soit constitué pour l'essentiel par 50 à 60 essences. En outre, chacune de ces essences donnait des produits qui étaient commercialisés dans une ou plusieurs formes, telles que bois en grume, bois de sciage, placage déroulé ou tranché, contre-plaqué et panneaux de particules, et, pour chaque essence, il était spécifié toute une série de qualités, de dimensions et de caractéristiques techniques. En raison de cette hétérogénéité, il existait des possibilités très nombreuses et variées de remplacer les diverses espèces les unes par les autres.

104. Une autre caractéristique particulière des bois tropicaux était que presque tous les stocks se détérioraient s'ils n'étaient pas protégés. En outre, tous les bois se caractérisaient par un rapport élevé entre le volume et la valeur, qui était de 5 à 20 fois supérieur à celui de la plupart des autres produits. Ce facteur augmentait les coûts de transport, influait sur l'implantation industrielle et aggravait les problèmes de stockage. Les bois tropicaux possédaient en outre plusieurs caractéristiques qui faisaient que, dans le passé, les activités de transformation étaient entreprises de préférence dans les pays développés importateurs plutôt que dans les pays exportateurs. L'extraction et l'exportation des grumes étaient donc presque toujours plus rentable par unité d'investissement que la production et les exportations de bois transformés, et plus de 60 % du commerce mondial des bois tropicaux étaient constitués, en fait, par des grumes. En outre, les sous-produits du bois ne pouvaient être utilisés que dans les pays industriels consommateurs, parce que le bois importé était transformé dans un très grand nombre d'entreprises individuelles dont la production relevait de besoins, de méthodes et de débouchés particuliers. Cela tenait à ce que les résidus de la fabrication n'étaient pas utilisés dans les pays en développement. Les politiques commerciales et douanières d'un grand nombre des pays importateurs tendaient à accroître les obstacles à la transformation dans les pays exportateurs.

105. Une caractéristique notable du marché des bois tropicaux était que les pays en développement manquaient au plus haut point de renseignements économiques. Cela s'expliquait par le fait que ce produit très hétérogène passait par les mains de toute une série de transformateurs intermédiaires, de grossistes et de distributeurs pour aboutir à une grande diversité d'utilisations finales. Il s'ensuivait une grande quantité d'informations relatives à la structure du marché, à ses conditions et à son comportement, dont une grande partie n'était pas consignée sous une forme se prêtant à une utilisation analytique. La médiocrité des renseignements économiques permettait difficilement aux producteurs de se montrer quelque peu exigeants lorsqu'ils traitaient des marchés.

106. Cette inégalité du pouvoir de négociation permettait aux acheteurs d'exploiter au maximum les possibilités de substitution des espèces, des sources d'approvisionnement et des pays fournisseurs. Les acheteurs possédaient aussi des ressources financières plus abondantes que celles des exportateurs et ils étaient en mesure de répercuter les hausses de prix sur les prix à la consommation. De leur côté, les producteurs ne coordonnaient pas leurs activités concernant la production et la politique des prix, l'élargissement du marché, les règles de classification des qualités, les activités de transformation locales, la normalisation, la gestion des forêts. Les producteurs de bois tropicaux devaient aussi faire face à l'instabilité du marché qui dépendait des variations de la conjoncture économique mondiale.

107. Etant donné ces problèmes, l'action prévue au titre du programme intégré pour les produits de base avait été orientée vers une analyse de la nature, des causes et des conséquences de l'instabilité du marché, des problèmes que posaient l'accès aux marchés, la transformation du bois, les transports maritimes et les taux de fret, les mesures à prendre pour promouvoir les essences moins connues et l'élaboration de projets de recherche de valorisation et de promotion.

108. Un autre représentant du secrétariat de la CNUCED a déclaré qu'au cours des réunions préparatoires organisées au titre du programme intégré pour les produits de base, un large accord s'est fait sur la nécessité d'un arrangement sur les bois tropicaux conclu entre les exportateurs et les importateurs et qu'on avait dégagé quatre éléments qui pourraient éventuellement constituer la base d'un tel arrangement : le reboisement, les activités de transformation, la recherche-développement et l'information commerciale. Les activités envisagées dans le domaine du reboisement étaient liées au maintien à long terme du commerce des bois tropicaux industriels et ne concernaient les problèmes généraux du reboisement, qui étaient du ressort d'autres institutions. Il n'existait pas de divergence de vues essentielles entre les producteurs et les consommateurs concernant la dynamique de l'accord envisagé car les arrangements institutionnels qui avaient des chances d'être adoptés ne porteraient pas essentiellement sur des clauses économiques relatives aux prix. La question à laquelle devaient répondre les producteurs de bois tropicaux était maintenant de savoir comment les arrangements institutionnels pourraient le mieux s'adapter à leurs objectifs.

109. Dans la poursuite de ces objectifs, trois programmes de recherche-développement avaient été élaborés et devaient être soumis à trois séminaires régionaux, en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Conclusions

110. Les participants aux Journées d'études ont pris note des efforts entrepris à la CNUCED pour établir un accord international sur les bois tropicaux et des projets qui avaient été élaborés pour la recherche-développement sur les bois tropicaux dans la région de l'Afrique. Ils ont demandé instamment aux pays exportateurs africains de jouer un rôle actif dans les négociations de manière que les activités des organisations proposées permettent de résoudre efficacement les problèmes auxquels devaient faire face les pays d'Afrique concernant le bois. La désertification constituait une menace de plus en plus grave dans de nombreuses régions d'Afrique et il fallait orienter les efforts vers un reboisement coordonné. Le deuxième compte du Fonds commun pourrait servir à financer les activités dans ce domaine. Les participants ont reconnu le rôle que pourrait jouer l'organisation africaine du bois et ont demandé instamment que cette organisation bénéficie d'un soutien plus actif. La vente et la distribution étaient des domaines où il était nécessaire de renforcer la coordination entre les pays d'Afrique.

E. Débat sur le cacao

111. Ce point a été examiné en même temps que la question des accords internationaux de produit et de l'action possible des seuls producteurs : leurs objectifs, leurs limites et leurs conditions de succès (chapitre I.D), et a été présenté par l'un des orateurs invités, qui a rappelé que l'Afrique était le plus gros producteur et le premier exportateur de cacao du monde. Plusieurs pays d'Afrique étaient fortement tributaires des recettes de devises qu'ils tiraient du cacao. Les fortes fluctuations des prix sur le marché mondial du cacao avaient donc une importance vitale pour leur économie. L'intérêt d'une coopération entre producteurs et d'une coordination des politiques de production ne pouvait pas être sous-estimé. Ces dernières années, près de 25 % du cacao étaient transformés avant d'être exportés. Des efforts devaient être orientés vers un accroissement de la consommation de cacao et une intensification des activités de transformation de manière à obtenir une plus forte valeur ajoutée.

112. L'existence de l'Accord international sur le cacao assorti de dispositions concernant un stock régulateur avait contribué à ralentir la chute des prix du cacao. Une innovation avait été introduite dans la politique d'achat du Directeur du stock, qui lui permettait d'acheter une certaine quantité de cacao directement aux producteurs au lieu de passer par les voies habituelles. La principale difficulté rencontrée dans le fonctionnement de l'Accord sur le cacao avait été l'insuffisance de son financement. Le Fonds commun pourrait aider à prouver la crédibilité de l'Organisation du cacao sur le marché. Si l'on disposait des capitaux nécessaires, il ne serait peut-être pas nécessaire de les utiliser car le marché pourrait réagir favorablement.

Conclusions

113. Les participants aux Journées d'études ont noté que les exportations des pays d'Afrique représentaient une part substantielle des exportations mondiales de cacao et que ce produit occupait une place importante dans les exportations de plusieurs pays africains. Ils ont souligné :

- a) La nécessité d'une collaboration étroite entre les pays d'Afrique pour défendre les prix, en particulier contre les agissements des spéculateurs;

- b) La nécessité de renforcer les activités de l'Alliance des producteurs de cacao, de manière à améliorer le pouvoir de négociation et le poids des pays producteurs sur le marché;
- c) L'importance qu'il y avait à obtenir des prix rémunérateurs pour le cacao pour contribuer au développement économique des pays producteurs;
- d) La nécessité pour le stock régulateur de l'Accord international sur le cacao de mobiliser des ressources suffisantes pour surmonter les difficultés rencontrées par le stock pour soutenir les prix;
- e) La nécessité de trouver de nouveaux débouchés pour le cacao et ses produits, en particulier la poudre de cacao.

F. Débat sur la viande

114. Un représentant du secrétariat de la CNUCED, ouvrant le débat sur la viande, a dit que les principaux objectifs visés dans le programme intégré pour les produits de base concernant la viande étaient au nombre de cinq, à savoir : i) l'amélioration des conditions d'accès au marché; ii) la stabilité à long terme des prix et des approvisionnements sur un marché mondial de la viande en expansion; iii) l'amélioration et le maintien des revenus réels des pays en développement exportateurs de viande; iv) une rationalisation accrue et une répartition plus efficace des ressources dans l'économie mondiale de la viande et v) le renforcement du mécanisme d'information, de coopération et de consultation entre pays exportateurs et pays importateurs sur les questions intéressant la production, la consommation et le commerce de la viande. Les mesures proposées par le secrétariat en vue d'une action internationale permettant d'atteindre ces objectifs pouvaient se résumer en quatre points, à savoir :

- i) Accès aux marchés, sécurité de l'approvisionnement et des prix. Sur ce point, des négociations étaient envisagées en vue d'aboutir à un engagement mutuellement acceptable concernant un accès quantitatif minimal, souscrit tant par les exportateurs que par les importateurs. Les prix devraient être négociés à part.
- ii) Les règlements sanitaires. Ils avaient besoin d'être renforcés tant pour les animaux sur pied que pour la viande afin d'empêcher la propagation des maladies, mais ils ne devaient pas continuer à servir de barrières non tarifaires. Négociation d'un code de normes et de principes régissant la santé et l'hygiène de la viande, et réglementation de l'hygiène applicable dans le commerce international. Egalement des principes pour que soient reconnues sur le plan international des régions "exemptes de maladies".
- iii) Subventions aux exportations et mesures de sauvegarde. Certains pays importateurs s'en étaient servis pour freiner les importations de viande ou stimuler leurs propres exportations subventionnées. C'était là un domaine qui relevait de négociations multilatérales. Des dispositions envisageant la réduction progressive de ces pratiques propres à fausser le commerce ont été suggérées.

- iv) Les améliorations à apporter dans l'information, les consultations et la coordination ont été reconnues comme des domaines qui appelaient une action d'urgence.

115. Conformément au mandat du programme intégré, on avait envisagé en outre d'élaborer un programme international pour des arrangements relatifs au stockage, mais il avait fallu renoncer à ce programme parce qu'il aurait été trop onéreux en raison des coûts élevés du stockage, de la nécessité d'une rotation fréquente, du manque d'installations d'entreposage et du fait que le congelage et le stockage de la viande diminuaient sa qualité et sa valeur. Il serait avantageux de transformer la viande dans les pays en développement de manière à augmenter sa valeur ajoutée avant l'exportation, mais il fallait pour cela des connaissances techniques sur le marché qui faisaient actuellement défaut. Une participation accrue des pays en développement à la commercialisation et à la distribution de la viande et des produits à base de viande était entravée par la complexité et la diversité des circuits commerciaux et le rôle des sociétés transnationales, qu'il faudrait examiner.

116. Dans un certain nombre de pays de la région d'Afrique, il existait de vastes possibilités d'amélioration au niveau de la production et de l'exportation de la viande. Cependant, plusieurs facteurs compromettaient gravement le développement de leur cheptel, tel que le relief montagneux et l'absence de littoral de ces pays et les difficultés qui en résultaient pour l'accès au marché et les transports. En outre, l'existence d'opio-zooties, l'insuffisance de l'approvisionnement en eau, le manque de moyens de commercialisation et l'emploi de techniques inadaptées et insuffisantes en matière d'élevage et de gestion des pâturages, etc. limitaient les possibilités d'accroître leur production de viande.

117. Certaines de ces mesures avaient été examinées lors de la première Réunion préparatoire sur la viande qui s'était tenue en mars 1978 au titre du programme intégré. Cependant, des négociations sur la viande avaient lieu en même temps dans un sous-groupe sur la viande réuni à l'occasion des négociations commerciales multilatérales sous les auspices du GATT et il avait donc été décidé de ne pas tenir d'autres réunions avant que les résultats des négociations commerciales multilatérales sur la viande soient connus.

118. L'Arrangement relatif à la viande bovine, issu du Tokyo Round, était entré en vigueur le 1er janvier 1980. Cet Arrangement visait notamment à promouvoir l'expansion, la libéralisation et la stabilité du marché international de la viande et des animaux sur pied, en facilitant l'élimination progressive des obstacles et des restrictions au commerce mondial de la viande bovine et des animaux sur pied et en améliorant les structures du commerce mondial dans l'intérêt des consommateurs et des producteurs. Un Conseil international de la viande avait été créé dans le cadre du GATT pour entreprendre certaines de ces activités.

119. Lors de la conclusion de l'Arrangement relatif à la viande bovine, la deuxième Réunion préparatoire sur la viande s'était tenue en mai 1980 pour évaluer les résultats des négociations du GATT et prendre des mesures initiales en vue d'un programme d'action international de mesures en faveur de la viande. Lors de cette réunion, les résultats

obtenus lors des négociations commerciales multilatérales avaient été évalués. On avait estimé que ces résultats étaient sensiblement inférieurs aux objectifs fixés à l'origine pour ces négociations. Le sentiment général était qu'il fallait continuer de rechercher, au Conseil international de la viande, des options de politique. La Réunion a décidé que la CNUCED devrait s'occuper essentiellement à l'avenir, au titre du programme intégré, des efforts entrepris pour dégager un programme d'action dans les domaines de la recherche-développement, de la promotion des ventes et autres mesures de valorisation. La Réunion a également décidé que la CNUCED et la FAO devraient fournir une assistance pour l'élaboration de projets dans ces domaines. Etant donné cette décision, des projets de programmes de recherche-développement avaient été élaborés pour les régions de l'Amérique latine et de l'Afrique. Ces projets avaient été examinés à des séminaires régionaux, organisés conjointement avec les commissions régionales des Nations Unies, qui s'étaient tenus à Addis-Abeba en mai 1981 et au Costa Rica et à Santiago du Chili en juin 1981.

120. Les trois séminaires régionaux avaient approuvé les projets de programmes de recherche-développement et avaient jugé qu'ils pouvaient être soumis au Fonds commun pour être financés au moyen du deuxième compte. Les projets concernant l'Afrique, au nombre de 21, visaient non seulement à améliorer la production de viande pour la consommation intérieure, mais aussi à améliorer la participation des exportateurs africains au commerce mondial. Les domaines prioritaires qui devaient retenir l'attention étaient la production animale, l'amélioration de l'alimentation animale et le développement des ressources fourragères, l'amélioration de la santé animale et la lutte contre les maladies, la commercialisation, les activités de transformation et surtout la formation à tous les niveaux dans l'industrie de la viande.

121. Les propositions de projets régionaux devaient être examinées par la Troisième Réunion préparatoire sur la viande, qui devait se tenir du 30 novembre au 4 décembre 1981, en vue d'obtenir l'accord des producteurs et des consommateurs de viande sur un programme international d'action.

122. Les trois séminaires régionaux avaient recommandé en outre que la Troisième Réunion préparatoire sur la viande prennent les dispositions nécessaires pour qu'un programme comprenant des mesures de développement relatives aux cuirs et peaux puisse être mis au point et soumis au Fonds commun pour être financé au moyen du deuxième compte.

Conclusions

123. Les participants aux Journées d'études ont pris note du déficit croissant du commerce de la viande en Afrique. Les importations nettes dans la région augmentaient rapidement malgré les possibilités substantielles qu'avaient les pays d'Afrique d'accroître leur production de viande. Les participants sont convenus que :

- a) La CEA et l'OUA devaient intensifier leurs efforts pour promouvoir le commerce intra-africain des animaux sur pied, de la viande et des produits à base de viande. A cet égard, il fallait mettre l'accent sur le lien entre les investissements et l'expansion du commerce, l'établissement de contrats à long terme qui assureraient la régularité de l'approvisionnement à des prix

compétitifs, l'amélioration de l'information commerciale, l'amélioration des transports et l'application de normes sanitaires vigoureuses.

- b) Les pays d'Afrique devraient coordonner leur position et appuyer fermement les programmes et les projets de recherche-développement qui devaient être élaborés à l'occasion des négociations de la CNUCED sur la viande pour être financés par le Fonds commun au moyen du deuxième compte. Les travaux de la CNUCED étaient complémentaires de ceux du GATT et de la FAO et devaient être centrés, en particulier, sur les besoins qu'avaient les pays en développement d'améliorer leur industrie de la viande.
- c) Les activités relatives aux projets devaient porter sur tout les animaux sur pied (y compris les volailles), ainsi que sur les cuirs et peaux et, à cet égard, la CNUCED constituerait le centre de réunion le plus approprié.

G. Débat sur le café

124. En ouvrant le débat sur le café, en même temps que sur le point relatif aux accords internationaux de produits et l'action possible des seuls producteurs : leurs objectifs, leurs limites et leurs conditions de succès (chapitre I.D), un fonctionnaire du secrétariat de la CNUCED a rappelé que le café était une importante source de devises pour plusieurs pays d'Afrique. Il était donc essentiel que les pays d'Afrique jouent un rôle actif dans les délibérations de l'Organisation internationale du café qui était chargée de soutenir les prix. Ils devraient aussi coordonner leur politique entre eux avant les réunions de cette organisation. Par exemple, ils devraient adopter une position commune sur la question de savoir, si, pour la répartition des contingents au titre de l'Accord international sur le café, il fallait se fonder uniquement sur les parts du marché et les stocks traditionnels ou s'il fallait appliquer quelque autre critère, de manière à attribuer une part équitable des contingents aux petits producteurs. Plusieurs pays d'Afrique étaient de petits producteurs, mais étaient néanmoins entièrement tributaires des recettes de devises qu'ils tiraient du café. En harmonisant leur politique et en présentant un front uni, les pays d'Afrique se trouveraient mieux placés lors des négociations sur les contingents.

Conclusions

125. Les participants aux Journées d'études ont noté que le café était un produit d'exportation important pour un grand nombre de pays d'Afrique. Ils ont été d'accord pour estimer qu'un accord international sur le café efficace, qui soutiendrait les prix, était d'une importance vitale du point de vue des pays exportateurs africains. Cependant, l'attribution des contingents aux pays d'Afrique, en particulier aux petits pays producteurs, devrait être équitable et il fallait l'améliorer. L'Organisation inter-africaine du café existante devrait être renforcée de manière à préparer ses membres à participer efficacement aux négociations menées à l'Organisation internationale du café. Une collaboration plus étroite entre pays d'Afrique leur assurerait une meilleure position lors des négociations sur le café et aiderait ces pays, en particulier les petits pays producteurs, à obtenir une part plus équitable des contingents. Les participants aux Journées d'études ont estimé qu'il serait souhaitable d'organiser des

réunions des pays producteurs de toutes les régions en développement afin qu'ils puissent mieux s'entendre, en particulier, sur des questions telles que les prix et la coordination de la politique de production. Ils ont estimé en outre que des mesures devraient être prises à l'Organisation internationale du café pour mettre à profit les facilités qu'offriraient le premier et le deuxième compte du Fonds commun lorsque le Fonds entrerait en activité.

ANNEXE I

DECLARATION GENERALE FAITE PAR UN PARTICIPANT SUR LA POLITIQUE RELATIVE
AU COMMERCE DES PRODUITS DE BASE

A l'issue des débats sur les principaux points des Journées d'études, un des participants a fait une déclaration générale sur la politique en matière de commerce des produits de base. Les principaux points en étaient :

- i) Les termes de l'échange des pays en développement exportateurs de produits de base s'étaient détériorés ces dernières années. Ce phénomène appelait un examen détaillé.
- ii) Les prix des produits de base avaient connu des fluctuations violentes. Par exemple, le prix du cacao était tombé de 1 100 livres par tonne en 1980 à 450 livres en 1981; les prix de l'huile de palme, qui étaient de 830 dollars la tonne en octobre 1970 sont tombés à 360 dollars en avril 1976, et les prix du coprah sont tombés de 740 dollars la tonne en mai 1978 à 375 dollars en mai 1980. Le participant a demandé comment un pays ou une entreprise industrielle normale pourrait organiser sa croissance au cours des années s'il devait faire face à des fluctuations de cette ampleur.
- iii) Les accords bilatéraux et multilatéraux devraient non seulement assurer la stabilité des prix mais aussi contenir des dispositions concernant la révision et la réévaluation des prix.
- iv) Le Programme STABEX institué au titre de l'Accord de Lomé devait régulariser les recettes et non pas les stabiliser. Le Stabex avait déçu un grand nombre de pays. Des compensations de 180 millions de dollars sur trois ans pour 30 pays étaient insuffisantes pour couvrir les besoins essentiels.
- v) L'Accord international sur le cacao de 1972 avait été négocié pour une période de 16 ans. L'Accord de 1972 était resté inopérant la plupart du temps. L'Accord international sur le cacao de 1975 avait été conclu pendant une période d'inflation, mais il ne tenait pas suffisamment compte de ce phénomène et les échelles de prix négociées ne correspondaient pas à la réalité. Les capitaux prévus pour financer le stock régulateur (environ 200 millions de dollars) étaient insuffisants pour avoir un effet quelconque.
- vi) Sur le plan national, le revenu des producteurs était protégé. Les prix payés par les producteurs étaient revus compte tenu de la situation du marché mondial. Des efforts étaient faits pour retirer de plus grands avantages en obtenant une valeur ajoutée dans le pays même. Afin d'accroître la productivité du secteur agricole, un institut de recherche sur les produits tropicaux avait été créé en vue d'améliorer les rendements et de contribuer à intensifier les activités de transformation.

- vii) La transformation du cacao et du café n'était pas possible parce que le commerce des produits transformés se heurtait à d'insurmontables barrières commerciales.
 - viii) La formation de personnel technique dans certaines de ces régions était absolument nécessaire, mais aucune assistance internationale n'était fournie à cette fin.
 - ix) La création du Fonds commun pour les produits de base serait un pas dans la bonne direction. Le Fonds commun devrait faire une large place aux activités de recherche-développement. Une coopération entre pays du sud était indispensable.
-

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

Algérie

M. R. Ouali, Directeur adjoint des organisations internationales, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur

Cameroun

M. A. B. Galabe, Directeur adjoint des ventes, Office national camerounais de commercialisation des produits, B.P. 378, Douala

République centrafricaine

M. F. S. Monzat, Directeur du commerce extérieur, B.P. 252, Bangui

Comores

M. A. Abdou, Directeur du développement industriel, Moroni

Congo

M. F. Payoungouissa, Premier secrétaire

Egypte

M. H. Ahmed Hussein, Premier sous-secrétaire, Ministre de l'économie, Le Caire

M. I. Ralie Mansour, Deuxième secrétaire commercial, Ambassade d'Egypte, Bureau commercial

Ethiopie

M. T. Tekly, Chef de la Division des études de marché, Ministère du commerce extérieur, Addis Abeba

M. A. Felleka, Chef du département de l'inspection et du contrôle du commerce du café, Ministère de l'exploitation du café et du thé

M. G. Teferra, Chef de service, Ministère du commerce extérieur

M. Worku-Shissema, Economiste, Ministère du commerce extérieur

M. A.M. Kassaye, Economiste hors classe, Ministère du commerce extérieur

M. T. Mehari, Spécialiste de l'économie agricole

M. T. Geda, Spécialiste des publications et de l'information

M. G. Shenkoru

M. Y. Kassaye

M. H. G. Selassie

M. W. Wubneh

Gambie

M. L. Jawara, Directeur général adjoint, GPMB

Ghana

M. B. Mfodwo, Fonctionnaire, Ministère du commerce, Accra

Côte d'Ivoire

Mme A. Acquah, Ingénieur agronome, Ministère de l'agriculture

M. S. Amadou, Directeur du commerce extérieur, Ministère du commerce

Kenya

M. R.C. Makokha, Directeur adjoint du commerce extérieur chargé de la politique commerciale et des questions de politique extérieure, Nairobi

Malawi

M. N. H. Kumwembe, Fonctionnaire, Ministère du commerce et de l'industrie, Lilongwe

Mali

M. B. Toure, Directeur général, Centre du commerce extérieur du Mali, B.P. 1996, Bamako

Niger

Mlle A. Dhibo, Chef du Service du commerce extérieur, Ministère du commerce, Niamey

Nigeria

Mme L. M. Okunnu, Secrétaire principal, Division des offices des produits de base, Ministère fédéral de l'agriculture, Lagos

M. A. A. Odunuga, Directeur adjoint, commerce extérieur (Expert, Division de la coordination des produits), Ministère fédéral du commerce, Lagos

Rwanda

M. E. Karemangingo, Chef de la Division des exportations, Ministère de l'économie et du commerce

Sao Tomé et Príncipe

M. A. de J. Leité, Directeur des douanes, Ministère du commerce, Sao Tomé

Sénégal

M. R. Diouf, Conseiller technique, Ministère du commerce, Dakar

M. B. Boubacar, Directeur général du CSCE, Dakar

Sierra Leone

M. J. O. Wellington, Secrétaire principal adjoint, Ministère du commerce et de l'industrie, Freetown

Somalie

M. A. M. Najib, Conseiller économique, Mission permanente de la Somalie à Genève

Soudan

M. O. A. Omar, Directeur des relations extérieures, Ministère du commerce et de l'approvisionnement

Tanzanie

M. N. N. Kitomari, Secrétaire principal, Ministère du commerce

M. W. M. Lyakurwa, Directeur, Recherche et planification, Office du commerce extérieur

Togo

M. K. M. Appoh, Directeur du commerce extérieur, Ministère du commerce et des transports, Lomé

Tunisie

M. M. N. Soudani, Chef du service des relations multilatérales, Division de la coopération économique et commerciale, Ministère de l'économie nationale

Haute-Volta

M. Z. Idrissa, Conseiller, Affaires économiques, Office du Directeur général du commerce, Section du commerce extérieur, Ministère du commerce, du développement industriel et des mines

Zaire

M. T. Ntomboji, Chef de division au Département du commerce extérieur, Ministère du commerce

Directeur des Journées d'études

M. T. Lehti, Administrateur général, Bureau du Directeur, Division des produits de base, CNUCED

Orateurs invités

M. K. Hackman, Directeur exécutif, Organisation internationale du cacao, Londres

M. J. Muliuro, Secrétaire permanent, Ministère de la culture et des services sociaux, Kenya

Secrétariat de la CEA

- M. H. L. Bazin, Directeur, Division du commerce international et des finances
- M. A. F. Kouevi, Chef de la Section des relations commerciales et financières avec les pays développés, ITFD
- M. J. H. Chileshe, Chef de la Section des relations commerciales et financières avec les autres pays du tiers monde, ITFD
- H. M. A. R. Ngwenya, Conseiller de politique commerciale, ITFD
- M. K. J. Sendi, Economiste, Section des relations commerciales et financières avec les pays développés, ITFD

Secrétariat de l'OUA

- M. V. E. Djomatchoua, Directeur, Département de la coopération et du développement économique
- M. G. Kainamura, Economiste/coordonnateur, Département de la coopération et du développement économiques
- M. Mbondjim, Chef, Monnaie et finances, Département de la coopération et du développement économiques

Secrétariat de la CNUCED

- M. L. S. Chadha, Chef par interim de la Division des produits de base
- M. L. Hulugalle, Chef du Service des matières premières agricoles, Division des produits de base
- M. H. Brewster, Chef du Service du développement et des études générales, Division des produits de base
- M. L. Ali, Administrateur hors classe, Service des matières premières agricoles, Division des produits de base

Personnel administratif (Secrétariat de la CEA)

- M. D. Gabriel, Assistant de recherche
- Mme E. Araya, Assistante principale (programme)
- Mme A. Garnevale, Secrétaire
- Mme A. Solomon, Assistante administrative

ANNEXE III

LISTE RECAPITULATIVE DES DOCUMENTS PRESENTES AUX JOURNEES D'ETUDES

CNUCED

TD/RES/93(IV)	Programme intégré pour les produits de base
TD/IPC/CF/CONF/25	Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base
TD/RES/124(V)	Programme intégré pour les produits de base
TD/RES/125(V)	Facilité complémentaire pour compenser les déficits de recettes tirées de l'exportation de produits de base
TD/229/Supp.2	La transformation des produits primaires avant leur exportation : domaines d'une coopération internationale plus poussée; rapport du secrétariat de la CNUCED
TD/22p/Supp.3	Commercialisation et distribution des produits de base : domaines dans lesquels la coopération internationale pourrait être développée; rapport du secrétariat de la CNUCED
TD/229	Action visant à la stabilisation des recettes d'exportation et aspects de la politique des produits de base qui concernent le développement - rapport du secrétariat de la CNUCED
TD/229/Supp.1	Financement compensatoire : problèmes et propositions en vue d'une action future; rapport du secrétariat de la CNUCED
TD/B/IPC/COPPER/2	Rapport du Groupe intergouvernemental d'experts du cuivre sur sa troisième session
TD/B/IPC/COPPER/17	Rapport du deuxième Groupe intergouvernemental d'experts du cuivre
TD/IPC/COPPER/AC.2/L.1	Examen des questions renvoyées au Groupe par la sixième Réunion préparatoire sur le cuivre : éléments possibles d'un arrangement international sur le cuivre - aperçu de la documentation de la CNUCED; note du secrétariat de la CNUCED

TD/B/IPC/OILS/2	Examen de mesures internationales concernant les huiles végétales et les graines oléagineuses : éléments d'arrangements internationaux possibles sur les huiles végétales et les graines oléagineuses
TD/B/IPC/OILS/8	Rapport de la deuxième Réunion préparatoire sur les huiles végétales et les graines oléagineuses
TD/B/IPC/OILS/15	Projet de programme révisé de recherche-développement relatif à l'arachide et à ses dérivés
TD/B/IPC/OILS/16	Rapport de la quatrième Réunion préparatoire sur les huiles végétales et les graines oléagineuses
TD/B/IPC/COTTON/2	Examen de mesures internationales concernant le coton : Eléments d'un accord international sur le coton brut
TD/B/IPC/COTTON/14	Examen de mesures internationales concernant le coton : Options possibles pour atténuer l'instabilité des prix du coton sur le marché mondial
TD/B/IPC/COTTON/17	Rapport de la cinquième Réunion préparatoire sur le coton
TD/B/IPC/COTTON/21	Rapport de la sixième Réunion préparatoire sur le coton (première partie)
TD/B/IPC/TIMBER/23	Rapport de la quatrième Réunion préparatoire sur les bois tropicaux
TD/B/IPC/TIMBER/31	Examen des questions renvoyées à la Réunion par la Quatrième Réunion préparatoire sur les bois tropicaux : amélioration de l'information sur le marché des bois tropicaux
TD/COCOA.6/7	Accord international de 1980 sur le cacao
TD/B/IPC/MEAT/2 et Corr.1	Examen de mesures internationales concernant la viande : évaluation des résultats des négociations commerciales multilatérales sur la viande
TD/B/IPC/MEAT/6	Examen de mesures internationales concernant la viande : obstacles au développement de la production et du commerce de viande dans les pays en développement et éventuels thèmes prioritaires de recherche-développement
TD/B/IPC/MEAT/7	Examen de l'action consécutive à recommander : modalités de l'action consécutive

TD/B/IPC/MEAT/7

Rapport de la deuxième Réunion préparatoire sur la viande

TD/B/IPC/MEAT/11
et Corr.1

Programme de mesures de valorisation concernant l'élevage et la viande dans la région de l'Afrique; proposition présentée par les pays d'Afrique pour examen à la troisième Réunion préparatoire sur la viande

Accord international de 1976 sur le café - texte

Problèmes internationaux des produits de base

Avancement des travaux relatifs à divers produits au titre du programme intégré pour les produits de base

Commission économique pour l'Afrique

ST/ECA/WP.15

Le développement économique de l'Afrique et le secteur des produits de base, en ce qui concerne plus particulièrement le commerce intra-africain

Organisation de l'Unité africaine

Les accords internationaux de produit et l'action possible des seuls producteurs : leurs objectifs, leurs limites et leurs conditions de succès